

Rapport d'activité 2010

Document approuvé par le Conseil d'administration du 31 mars 2011

SOMMAIRE

Introduction générale	5
Groupes de travail	
Relations professionnelles.....	7
Emploi	21
Travail.....	33
Revenus.....	43
Axe transversal « emploi public et gestion des personnels publics ».....	59
Activités de l'IRES	
La Revue de l'IRES	61
La Chronique internationale	63
Le Centre de documentation	69
Annexe	
Conventions d'études et de recherches contractées par l'Ires	75

Introduction

« L'Etat social à l'épreuve de l'austérité » : le titre du dernier numéro spécial de la Chronique Internationale résume bien le changement de période. Ses implications avaient été analysées dans le Programme scientifique à moyen terme de l'Ires qui indiquait que « la résilience relative ou la réorientation des modèles sociaux dans la crise constituera donc un objet d'étude comparative indispensable à l'analyse des stratégies possibles des acteurs sociaux ».

La spécificité de l'Ires en est donc renforcée et confirmée : il s'agit bien de croiser les dimensions économiques et sociales dans une logique comparative. Pour s'en convaincre, il suffit de constater qu'une mission d'information parlementaire fait explicitement le lien entre la compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale. Cet intitulé suggère qu'il existe un arbitrage entre compétitivité et protection sociale, et, de manière subliminale, que le « modèle social » français coûte trop cher.

L'approche comparative est d'autant plus utile aujourd'hui, où le niveau européen prend une place croissante, comme l'a montré la discussion récente autour du pacte de compétitivité. Elle met en cause toutes les dimensions du pacte social. John Monks, le Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, vient de le souligner : « L'Europe risque la collision avec son modèle social et son principe fondamental d'autonomie des négociations collectives ».

Dans ce contexte, les orientations de recherche de l'IRES combinent la poursuite des thématiques engagées avec les inflexions nécessaires pour s'ajuster à cette nouvelle période. Ce rapport d'activité traduit cette continuité et les évolutions apportées au programme scientifique de l'IRES. Après la période 2005-2009, le rapport à moyen terme élaboré en 2009 se proposait une portée plus courte, 2010-2011, afin de prendre le temps d'une nouvelle concertation avec les organisations syndicales et la prise de fonction d'un nouveau directeur pour l'élaboration d'une réflexion sur le plus long terme. Ainsi cette année, et c'est une exception, ce rapport d'activité n'est pas complété par un plan de travail 2011, celui-ci étant englobé dans le document conçu à la fin de 2009 pour les deux années suivantes. L'année à venir verra pour l'essentiel une prolongation des travaux de l'année précédente auquel s'ajoutera un nouveau round de discussions sur le prochain programme à moyen terme commençant en 2012.

Les groupes de travail ont été confirmés dans leurs contours.

Le groupe « emploi » poursuit ses travaux dans une conjoncture fortement dégradée et qui risque malheureusement d'être durable, caractérisée par l'incrustation du chômage à un taux historiquement élevé.

Le groupe « revenus » a commencé à prendre en compte les modalités d'ajustement après la crise, qui concernent évidemment les salaires, mais aussi les revenus sociaux, dans un contexte d'austérité budgétaire généralisée. La question de la répartition des revenus est aujourd'hui centrale.

Le groupe « relations professionnelles » analyse les réactions différenciées à la crise dans le cadre des évolutions de long terme des relations professionnelles et de leurs acteurs, syndicaux et patronaux, et des transformations qui s'opèrent dans les régimes de négociation collective dans les secteurs public et privé.

Le groupe « travail » n'échappe pas à ces mutations, qu'il s'agisse du statut de salarié ou des effets d'une concurrence exacerbée sur l'organisation du travail.

Ce rapport d'activité est donc marqué par un double mouvement : approfondissement des lignes de recherche et transition vers les axes prioritaires figurant dans le Programme à deux ans arrêté fin 2009. Il s'inscrit dans les moyens alloués à l'IRES qui connaissent les mêmes restrictions que les autres centres de recherche. La poursuite d'un haut niveau d'activité contractuelle et l'engagement collectif de l'équipe contribuent au rayonnement de l'institut et constituent le gage de la qualité de ses productions.

Groupe relations professionnelles

*Christian Dufour, Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot, Udo Rehfeldt, Catherine Vincent.
Chercheurs associés : Marcus Kahmann, Frédéric Rey*

Les transformations des relations professionnelles sont au centre des travaux réalisés par le groupe en 2010. Les travaux témoignent des incertitudes, repérables en France comme à l'étranger, quant à l'influence des systèmes et des acteurs sur les transformations sociales en cours ainsi qu'aux choix stratégiques permettant de dépasser une crise syndicale qui dure. Le groupe s'est investi à la fois dans des travaux comparatifs internationaux ou portant sur le niveau européen et sur des chantiers portant sur les relations professionnelles françaises.

1. Evolution des systèmes de négociation collective (*Christian Dufour, Adelheid Hege*)

En 2010 a été achevée une recherche sur l'évolution, depuis un quart de siècle, des systèmes de la négociation collective dans six pays européens (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède). La recherche, réalisée à la demande de la CFDT et de la CGT dans le cadre de l'Agence d'Objectifs, a combiné un travail de synthèse avec une approche de terrain fondée sur des enquêtes auprès des acteurs collectifs des pays concernés. La période d'observation à partir des années 1980 correspond à un moment de transformations et de ruptures dans chacun des pays : la conquête des 35 heures en Allemagne et la réunification, la fin du franquisme en Espagne, l'arrivée de la gauche au pouvoir et les lois Auroux en France, la première décennie de pouvoir thatchérien en Grande-Bretagne, la sortie de l'automne chaud en Italie, le début de la décentralisation des négociations collectives en Suède. Le rapport revient sur les fondements de long terme des systèmes et des acteurs et rend compte, pour chaque pays, de tentatives de renouvellement des pratiques négociatrices menées par les organisations syndicales dans la période 2007/2010 dans l'objectif de redonner sa prégnance à la négociation collective et à l'implantation syndicale.

Après avoir gagné en importance au long de plusieurs décennies, les régimes de négociation collective subissent des transformations majeures, liées à leur environnement sociétal plus qu'à leur structuration interne. Longtemps traitée comme un champ non autonome de la confrontation sociale, la négociation collective est investie d'une nouvelle centralité à la fin du vingtième siècle, au moment même où ses résultats fléchissent. De ses adaptations - agencement des niveaux, coordination européenne, pactes sociaux - les acteurs attendent une consolidation d'un statut sociétal malmené par la crise. Une inflexion de perspective est repérable dans la première décennie du XXI^e siècle quand les questions de la reconstruction de la représentativité (lien avec les adhérents) et du renouveau syndical s'imposent aux organisations comme une interrogation clé.

La recherche dont les conclusions doivent être prolongées doit déboucher sur la publication d'un ouvrage.

2. Enjeux du renouveau syndical (*Christian Dufour, Adelheid Hege*)

2.1. *Repenser la représentation collective*

Un travail de réflexion sur le renouveau syndical a été mené dans le cadre du CRIMT (Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail), auquel ont participé Christian Dufour et Adelheid Hege à côté de chercheurs nord-américains (Canada, États-Unis), britanniques et australiens. L'échange mené depuis plusieurs années sur les travaux théoriques et empiriques des chercheurs impliqués a abouti en 2010 sur la publication en parallèle de numéros spéciaux de *Transfer* (en anglais) et de *La Revue de l'IRES* (en français). L'objectif était de prolonger la réflexion sur la crise des organisations syndicales par une analyse des expériences et des conditions d'un possible renouveau syndical. À partir du constat d'une carence de travaux conceptuels sur ce thème, les auteurs ont exploré des concepts qui leur semblent utiles, au vu de leurs propres travaux et expériences, pour analyser les perspectives de développement de la représentation collective et les choix stratégiques qui, éventuellement, s'offrent aux syndicats qui cherchent à dépasser la crise. Parmi les concepts retenus figurent les relations entre syndicalisme et politique ; le pouvoir ; la démocratie ; l'individualisme et le souci du collectif ; le genre ; le changement climatique. La contribution de C. Dufour et d'A. Hege porte sur la notion de légitimité.

2.2. *Les capacités d'action des représentants d'entreprise dans la mondialisation*

En 2010 a été poursuivie la coopération avec les chercheurs montréalais (Gregor Murray, Université de Montréal ; Christian Lévesque, HEC Montréal) autour du thème des ressources et des stratégies d'équipes de représentant(e)s dans des entreprises directement affectées par la mondialisation. Des enquêtes empiriques, associant à chaque fois les deux équipes canadienne et française ont été menées en France, Belgique, Allemagne, au Canada et aux États-Unis dans des filiales d'entreprises multinationales, implantées dans plusieurs de ces pays. En janvier/février 2010, C. Dufour et A. Hege ont été accueillis pendant plusieurs semaines par le CRIMT à Montréal pour avancer l'écriture articles communs et animer des séminaires sur le syndicalisme en Europe. Après la publication d'un article dans la Revue de l'IRES en 2009 à partir d'une comparaison franco-canadienne, un papier sur la problématique du cadre référentiel des représentants locaux et de leurs capacités stratégiques a été publié, en anglais, dans le *European Journal of Industrial Relations*. Un article est en préparation pour le *British Journal of Industrial Relations*. Fondé sur une comparaison d'études de cas réalisés dans cinq pays (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France), il s'interroge sur l'autonomie dont disposent les représentants à l'égard des cadres institutionnels prescrits dans lesquels ils agissent. Un

numéro spécial de la Revue de l'IRES sur le thème des délégués est en préparation. C. Dufour et A. Hege participent aussi à un ouvrage collectif (coordonné par C. Lévesque et P. Fairbrother) sur les alliances internationales dans lesquelles sont engagées des équipes locales de représentants

3. Les relations professionnelles au niveau des entreprises multinationales (Udo Rehfeldt)

Les recherches se sont poursuivies sur les deux thèmes principaux, la négociation collective transnationale d'entreprise et la participation des salariés dans la société européenne.

3.1. La négociation collective transnationale d'entreprise

Deux travaux ont été effectués, en collaboration avec Isabel da Costa (CNRS-IDHE), pour le Bureau Internationale du Travail (BIT). Le premier est la rédaction d'un chapitre d'un livre collectif à paraître en 2011 sur les accords cadres internationaux. Ce chapitre porte sur les accords transnationaux sur les restructurations dans l'industrie automobile. Le second travail, un rapport d'études à livrer début 2011, élargit le thème à l'ensemble des secteurs.

D'autre part, Udo Rehfeldt a été correspondant et membre du comité du suivi d'un projet de recherche de l'université polytechnique de Fulda financé par la Fondation Hans-Böckler. Ce projet porte sur la négociation collective transnationale d'entreprise, essentiellement dans le secteur de la métallurgie. Udo Rehfeldt a effectué quelques entretiens avec des acteurs français (représentants des salariés et directions RH).

3.2. La participation des salariés dans la société européenne (SE)

Les travaux sur la SE se sont poursuivis d'abord dans le cadre du réseau d'experts européen « SEEurope » de l'Institut syndical européen. Udo Rehfeldt a notamment participé à une étude comparative sur le rôle des représentants des salariés dans la gouvernance d'entreprise dans le contexte de la crise financière. Il a également participé à la consultation par la Commission européenne sur un bilan du statut la SE confié à Ernest & Young.

L'IRES a été co-contractant, avec le bureau d'étude Wilke Maack und Partner de Hambourg, d'une étude pour la Fondation européenne de Dublin sur l'implication des salariés dans la SE, sur la base d'un appel d'offres. Udo Rehfeldt a participé, ensemble avec des chercheurs d'Allemagne, d'Italie, du Royaume Uni, de Belgique et de Hongrie, à la rédaction du rapport qui a été rendu à la Fondation en août 2010 et qui sera publié en 2011. Il a également rédigé trois des dix études de cas d'entreprises qui seront publiés séparément.

Les premiers résultats de cette recherche ont été présentés en juillet 2010 au Congrès européen de l'Association internationale des Relations professionnelles à Copenhague.

4. Etude sur le rapport des syndicats allemands et français à la migration du travail (Marcus Kahmann)

En 2010 a été poursuivie, dans le cadre d'un travail doctoral, l'étude sur le rapport des syndicats français et allemands à l'égard de la migration du travail. Ce travail a permis de dégager, premièrement, les contours de l'actuel régime de migration du travail et les implications pour les acteurs syndicaux. Après la phase de 'migration zéro', les Etats européens ont, depuis la fin des années 90, à nouveau procédé à une ouverture de leurs marchés du travail, qui se distingue des politiques des années 50 à 70 par leur faible volume et leur degré élevé de sélectivité. Les nouvelles politiques d'admission et de refus d'immigration s'articulent avec les changements intervenus sur les marchés du travail, notamment la dualisation de l'emploi et les nouvelles stratégies productives. Dans ce contexte, les syndicats français et allemands, à différents degrés écartés de la politique migratoire, se voient confrontés à quatre nouveaux enjeux :

- 1) l'importance grandissante des régulations européennes (libre circulation ; libre prestation de services ; lutte contre l'immigration illégale ; régime commun de contrôle des frontières) ;
- 2) la tendance des politiques migratoires à produire des normes d'emploi et de travail sous-standard, en rendant les travailleurs illégaux ou en transposant les standards sociaux (inférieurs) du pays d'origine ;
- 3) la différenciation de la migration du travail (féminisation ; multiplication des origines nationales ; l'importance des emplois service ; nouvelles formes de migration) ;
- 4) l'accroissement de la distance sociale entre travailleurs autochtones et migrants (habitat, lieu de travail), ayant aussi des répercussions sur le système politique.

Chacun à sa façon, les syndicats français et allemands semblent mal armés pour affronter ces évolutions.

Dans un deuxième temps, le travail a porté sur la mise au point du dispositif théorique d'analyse, centré sur la capacité de changement de l'acteur syndical face aux transformations extérieures. A cette fin, les riches discussions anglo-saxonnes ont été prises en compte.

5. Les relations professionnelles dans le secteur public français (Catherine Vincent)

Les transformations des relations professionnelles dans le secteur public sont un axe de

recherche important du groupe depuis 2000. La réforme des missions de l'Etat et des services publics entraîne un processus de reconfiguration du secteur public dont la compréhension globale est menée dans le cadre du projet transversal « emploi public ». Pour ce qui concerne l'approche en termes de relations professionnelles, ces évolutions ont des répercussions importantes sur la gestion des personnels et des relations de travail ce qui induit un mouvement d'hybridation des modèles publics et privés de relations professionnelles jusque là différenciés.

Au cours de l'année 2010, il s'est agi de consolider et prolonger les apports des travaux réalisés antérieurement notamment sur les fondements des liens entretenus par les syndicats avec les agents des fonctions publiques (concrètement au ministère des Finances et dans le secteur hospitalier public) et la recomposition des dispositifs sur lesquels s'arriment leurs capacités représentatives. Cette question prend une dimension particulière avec les projets de réforme globale de la fonction publique aussi bien en ce qui concerne ses missions (LOLF, RGPP), la gestion des ressources humaines (Décret sur l'évaluation et la notation, loi sur la mobilité des fonctionnaires, projet de révision du statut général) que les règles du dialogue social (accord et loi sur la rénovation du dialogue social). Les terrains suivants ont été poursuivis en 2010 :

- suivi et analyse des effets de la traduction législative de la rénovation du dialogue social (principalement au sein du réseau RDS) ;
- recompositions organisationnelles et nouvelles formes de représentation et de négociation au ministère des Finances (à l'occasion de la participation à la mise en place d'espace de dialogue social à la DGFIP, voir l'axe transversal « emploi public ») ;
- nouvelle gouvernance et transformations des relations professionnelles dans la fonction publique hospitalière (publication d'un article dans *Economie et sociétés* et communication au congrès de l'Association européenne de relations industrielles).

6. Questionnements autour du syndicalisme français (Jean-Marie Pernot)

6.1. Le syndicalisme français à travers les congrès syndicaux

L'IRES a décidé au cours de la programmation précédente de poursuivre le suivi des congrès confédéraux afin de proposer, à l'issue d'un cycle complet, une analyse transversale des problématiques qui traversent le syndicalisme français. Après la CFTC en 2009 (B. Robin, C. Vincent) et la CGT en décembre 2009 (S. Béroud, J.M. Pernot), l'année 2010 a connu le congrès de la CFE-CGC, en février puis de la CFDT en juin (J.M. Pernot) avant, en février 2011, celui de Force ouvrière (S. Béroud, J.M. Pernot). Les congrès de l'UNSA et de

Solidaires, tenus dans la même période seront inclus dans l'analyse afin de disposer d'une vue globale sur le champ des organisations. L'évolution des règles de représentativité induites par la loi du 20 août 2008 commencent à faire sentir leurs effets notamment sur les configurations électorales dans les entreprises. Il est encore tôt pour discerner des tendances, en particulier au regard des espoirs placés par les principales centrales syndicales sur les effets de recomposition attendus par le changement des règles. Quoi qu'il en soit, et au-delà de la question de la représentativité, celle de la capacité à représenter continue de se poser pour un mouvement syndical qui peine à retrouver les voies d'une syndicalisation dynamique et continue sur l'espace social. Dans le cadre d'une mise à jour pour la réédition en 2010 de son ouvrage de 2005 (*Syndicats, lendemains de crise ?*), J.M. Pernot s'est interrogé sur les interactions entre la dynamique des relations professionnelles, le changement des règles de représentativité et la reproduction des fonctions représentatives du mouvement syndical. Sans nier les évolutions, celles-ci semblent encore de faible ampleur. Le suivi des congrès et des débats internes aux organisations permettent de mesurer les chemins parcourus mais aussi les défis qui demeurent. Le bilan d'un cycle de congrès se traduira en un document de travail (avec S. Bérout) sur les questionnements qui traversent le syndicalisme français.

6.2. Dynamique des mouvements sociaux

L'année 2010 a été marquée par une mobilisation sociale de grande ampleur autour de la réforme des retraites. Si l'analyse « à chaud » reste un exercice périlleux et parfois éloignée des méthodes de la recherche en sciences sociales, le suivi longitudinal de ce type de mobilisations depuis 1995 permet toutefois de proposer des essais d'interprétation au prix de quelques précautions méthodologiques. J.M. Pernot s'est attaché à répondre aux demandes syndicales de débats ou de contributions sur les questions inspirées au syndicalisme par le mouvement en cours. Au-delà des caractéristiques singulières de ce mouvement, les principales tensions qui traversent le syndicalisme français continuent de se situer sur les deux axes de la légitimité et de la puissance.

6.3. Approches syndicales du travail

La question de la syndicalisation est transversale aux organisations syndicales françaises bien au-delà des questions liées au changement des règles de représentativité. Au vu du constat de leur présence limitée dans de larges parties du salariat, certaines confédérations s'interrogent sur une meilleure prise en charge des thématiques du travail en lien avec des enjeux de représentation. C'est le cas notamment de la CFDT et de la CGT. Cette dernière a souhaité associer des chercheurs de l'IRES au séminaire tenu annuellement depuis trois ans sur ces questions. Outre des membres du groupe Travail présents lors de ces séances (A. Jolivet, E. Lecomte, Y. Lochard), J.M. Pernot a été impliqué en amont à la production de documents pour la session de juillet 2010, à travers un comité de pilotage du séminaire, ainsi qu'à l'aval pour la synthèse et les conclusions. Ces

travaux donnent l'occasion de publications dans le cadre des agences d'objectifs de l'IRES. Ce comité de pilotage est constitué à parité de syndicalistes et de chercheurs permettant de concilier à la fois une liaison privilégiée aux syndicats et une présence dans un débat scientifique pluridisciplinaire autour des questions du travail.

7. L'étude sur les organisations patronales (Jean-Marie Pernot, Frédéric Rey, Catherine Vincent)

L'année 2010 a vu le démarrage du groupe ORPAT qui a travaillé à la réalisation du contrat DARES sur les organisations patronales. L'équipe, pluridisciplinaire, est composée de 9 personnes, quatre sociologues, trois économistes, un politologue et une ingénieure de recherche en lexicométrie. L'IRES est coordinateur de ce groupe par trois de ses membres, Catherine Vincent et Jean-Marie Pernot ainsi que Frédéric Rey, en CDD à l'IRES le temps du contrat. La recherche poursuivait deux objectifs principaux : d'une part, améliorer la connaissance des modes d'organisation interne aux structures patronales et, d'autre part, éclairer les modalités et les logiques de l'action collective patronale. Deux entrées thématiques ont été choisies : la formation professionnelle et la protection sociale. Une enquête sur les *Think-Tanks* patronaux et leur influence sur la production des représentations et des pratiques des organisations patronales a également été menée.

Les premières phases de l'enquête ont révélé quelques difficultés : la constitution du corpus textuel s'est avérée complexe, les sources étant lacunaires ou interrompues ; l'accès au terrain a été parfois entravé du côté CGMPE et les rendez-vous avec les négociateurs patronaux difficiles à obtenir. Au total cependant, la collecte des données a pu se réaliser, de très nombreux entretiens ont été recueillis et le groupe est entré dans une phase de rédaction occupant le premier trimestre de 2011. Un rapport intermédiaire a été remis à la DARES en juin 2010 et le rapport définitif le sera en avril 2011. Il devrait normalement donner lieu à publication dans la revue *Travail et emploi* et peut-être dans le cadre d'un ouvrage collectif et/ou d'un article pour *La Revue de l'IRES*.

8. Séminaire de recherche sur la démocratie industrielle (Animateurs : Udo Rehfeldt, Catherine Vincent, en collaboration avec Arnaud Mias (IDHE) et Frédéric Rey (CNAM))

En 2008, l'IRES s'est associé au « RT18 Relations Professionnelles » (Réseau thématique de l'Association française de Sociologie (AFS), au bureau duquel siège Catherine Vincent) pour organiser un séminaire de recherche commun sur le thème de la démocratie industrielle programmé sur 18 mois (2008 - 2010).

L'objectif de ce séminaire était de renouveler les conceptions de la démocratie industrielle à la lumière des évolutions actuelles documentées par les travaux pluridisciplinaires des différentes équipes qui étudient les relations professionnelles. En 2008-2009, le séminaire

a organisé 6 journées sur les thèmes suivants :

Démocratie industrielle et démocratie politique (7 novembre 2008)

- Action publique et nouveaux espaces de régulation (12 décembre 2008)
- La place des administrateurs salariés dans les stratégies et pratique syndicales (6 février 2009)
- Mondialisation des entreprises comme défi pour la représentation des salariés (3 avril 2009)
- Représentation patronale, représentativité syndicale (5 juin 2009)
- Les conflits du travail (16 octobre 2009)
- Démocratie syndicale (4 décembre 2009).

Une séance conclusive s'est tenue le 12 février 2010 avec le programme suivant :

Regards européens sur le syndicalisme

- Roland Erne (University College Dublin, Irlande) : « Les syndicats et la démocratie transnationale en Europe ».
- Mimmo Carrieri (Université de Teramo, Italie) : « La représentativité syndicale : regards comparatifs à partir de l'Italie ».

Publications en 2010 :

Dufour C., Hege A., *Evolutions et perspectives des systèmes de négociation collective et de leurs acteurs : six cas européens. Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède*. Rapport de recherche pour l'Agence d'Objectifs CFDT et CGT, décembre, 298p.

Dufour C., Hege A., « Légitimité des acteurs collectifs et renouveau syndical », *La Revue de l'IRES*, n°65, 2010/2, p.67-85.

Dufour C., Hege A., « The legitimacy of collective actors and trade union renewal », *Transfer*, (16)3, August, p.351-367

Dufour C., Hege A., « Legitimidad de los actores colectivos y renovación sindical », in C. Lévesque *et alii*, *Legitimidad y poder para la renovación sindical*, Manu Robles-Arangiz Institutua, Documentos, 21, p.27-48.

Dufour C., « Francia : un paese all'urlo di una crisi di nervi », *Il Diario del Lavoro*, 5 Ottobre.

Dufour C., « Un pays au bord de la crise de nerfs », *Revista de Estudios*, Fundación Primero de Mayo, n°20.

Dufour C., Murray G., Peetz D., Yates C., « Repenser la représentation collective : introduction », *La Revue de l'IRES*, n°65, 2010/2, p.7-16.

Dufour C., Murray G., Peetz D., Yates C., « Rethinking collective representation : introduction », *Transfer*, (16)3, August, p.291-314.

Kahmann, M. (2010) « Union Européenne : Vers une politique européenne d'immigration du travail ? », *Chronique Internationale de l'IRES*, 125, p.33-45.

Kahmann, M. (2010), « Fusionen als Mittel gewerkschaftlicher Erneuerung? », in W. Schroeder *et alii*, *Gewerkschaften und die Politik der Erneuerung*, Düsseldorf, Edition HBS, p.77-96.

Murray G., Dufour C., Hege A., Levesque C., « Referential unionisms and globalization : A comparative study of workplace union dynamics », *European Journal of Industrial Relations*, (16)4, p.311-332.

Pernot J.M., *Syndicats, lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard Folio, nouvelle édition 2010 revue et augmentée.

Pernot J.M., « Les syndicats en France, Histoire, Organisation, Enjeux », Note pour la

Fondation Friedrich Ebert, Octobre 2010.

Pernot J.M., « Retour sur un cycle de manifestations », *Cahiers d'histoire sociale*, IHS CGT, n° 116, décembre 2010.

Pernot J.M., « Mouvement social, le temps des questions » dans *Les Temps Nouveaux, Mouvement social et lutte politique*, n°2, éditions Le bord de l'eau, Hiver 2010-2011.

Rehfeldt U., « Restructurations et comités d'entreprise européens : une dynamique de négociation transnationale » (avec Isabel da Costa), in : Claude Didry et Annette Jobert (eds.), *L'entreprise en restructuration, dynamiques institutionnelles et mobilisations collectives*, Rennes, PUR, 2010 ; 249-261.

Rehfeldt U., « Global Restructuring of Transnational Companies : negotiations in the auto industry » (avec Isabel da Costa), in : Carole Thornley, Steve Jefferys, Beatrice Appay (eds.), *Globalisation and Precarious Forms of Production and Employment : Challenges for Workers and Unions*, Cheltenham etc : Edward Elgar, 2010; 62-76.

Rehfeldt U., « La négociation collective transnationale d'entreprise : Quel rôle pour les comités d'entreprise européens/mondiaux et pour les syndicats ? » (avec Isabel da Costa), in : François Aballea et Arnaud Mias (eds.), *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles*, Toulouse : Octares, 2010 ; 47-57.

Rehfeldt U., « The French System of Collective Bargaining », in: « Europe 2010: Collective Bargaining in Crisis? », *Social Europe Journal*, Vol. 5, Issue 1, Summer 2010, <http://www.social-europe.eu/wp-content/uploads/2010/07/SocialEurope-17.pdf>

Rehfeldt U., « La concertazione centralizzata ancora di attualità davanti la crisi? », in: *Quaderni Rassegna sindacale Lavori* N°2, avril-juin 2010; 7-19.

Rehfeldt U., *Employee involvement in companies under the European Company Statute (ECS)* (avec Eckhard Voss et al.), rapport final, Hambourg/Paris (Wilke Maack und Partner/IRES), Août 2010.

Rehfeldt U., contribution à Norbert Kluge et Sigurt Vitols (eds.), *The crisis: catalyst for stronger worker participation in corporate governance? Compilation of the country reports provided by the experts of the SEEUROPE Network*. Conference reader, 24 and 25 November 2010, Bruxelles : Institut Syndical Européen ETUI, 2010. www.worker-participation.eu/About-WP/Publications/Compilation-of-the-country-reports-provided-by-the-experts-of-the-SEEUROPE-Network

Rehfeldt U., « Accords-cadres européens et internationaux : nouveaux instruments des relations d'emploi transnationales » (avec Isabel da Costa, Torsten Müller, Volker

Telljohann et Reingard Zimmer), in : *La Revue de l'IRESEN* n°66, 2010/3.

Rehfeldt U., « Le difficile sauvetage de General Motors Europe » in : *Problèmes économiques* N° 3008, 8 décembre 2010.

Rehfeldt U., Vincent C., « Les administrateurs syndicaux dans la gestion paritaire de l'assurance maladie : une comparaison franco-allemande », *la Revue de l'IRESEN*, n°64, 2010/1.

Vincent C. (avec Michèle Tallard), « Entre expertise et partenariat. Les syndicats face aux nouvelles formes de gestion du personnel à l'hôpital », *Economies et Sociétés*, série « Socio-économie du travail », n°32, 7/2010.

Vincent C. (Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michèle Tallard), « Le rôle de l'Etat dans la consolidation des systèmes de relations industrielles après 1945 en France et en Allemagne », in *Les modèles sociaux européens en question. La France et l'Allemagne face aux nouveaux policy mix*, eds. Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michel Lallement, Peter Lang, Bruxelles.

Interventions dans des colloques et séminaires scientifiques

Hege A. CRIMT (Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail). Séminaire « Quelles crises pour le syndicalisme européen ? ». Communication sur la situation du syndicalisme allemand. (Montréal, 18 février 2010)

Hege A. 47^e Congrès de l'ACRI « Les systèmes de représentation au travail : à la mesure des réalités contemporaines ». Communication en séance plénière, avec C. Dufour : « Les régimes de représentation et les réponses des acteurs dans un contexte de globalisation, comparaison France-Allemagne ». Communication de Christian Dufour et Adelheid Hege : « Délégués dans la mondialisation, plus experts, mais de quoi ? ». Communication de Christian Dufour : « L'information financière et le rôle des comités d'entreprise en France ». Communication de Christian Dufour, Adelheid Hege, Christian Lévesque (HEC Montréal) et Gregor Murray (Université de Montréal) « Varieties of Workplace Union Autonomy : Making Space between Institutional Prescription and Organizational Constraint ». (Québec, Université Laval, 16-18 juin 2010)

Hege A. HEC Montréal. Colloque international du CRIMT. « L'action syndicale sans frontières ». Intervention en séance plénière « Les stratégies de mobilisation syndicale au niveau international ». Intervention de Christian Dufour en séance plénière « Les campagnes d'action et de mobilisation internationale : enjeux et défis ». (Montréal, Canada, 23-24 septembre 2010)

Pernot J.M. Centre d'histoire sociale XX^e siècle/Itinéraires et histoire ouvrière en Val-de-Marne (IHOVAM). Conférence « Syndicalistes d'hier et d'aujourd'hui ». Communication de Jean-Marie Pernot « le syndicalisme de 1980 à nos jours ». (Champigny sur Marne, 18 mai 2010)

Pernot J.M. Ecole nationale de la Magistrature. Formation continue des magistrats. Elections professionnelles et désignation des représentants syndicaux en entreprise. Communication de Jean-Marie Pernot « représentation du personnel et représentation syndicale en France, approches historiques et sociologiques ». (Paris, 14 octobre 2010)

Rehfeldt U. Université de Bochum. Séminaire international « Le comité d'entreprise comme organisation transnationale ? ». Commentaire sur le cas de Renault. (Bochum/Allemagne, 21-22 janvier 2010)

Rehfeldt U. Institut syndical européen (ETUI). Séminaire « Droit européen des sociétés et gouvernement d'entreprise - importance pour les représentants des travailleurs au sein des conseils d'administration et de surveillance ». Intervention « L'implication des travailleurs dans les entreprises sous statut de Société européenne » (avec Eckhard Voss, wmp Hambourg). (Bruxelles, 1-3 juin 2010)

Rehfeldt U. Fondation européenne de Dublin (Eurofound). Séminaire d'experts sur l'implication des travailleurs dans les entreprises sous statut de Société européenne. Intervention de Udo Rehfeldt « The SE Works Council - varieties and common trends ». (Bruxelles, 3 juin 2010)

Rehfeldt U. Groupe d'études et de recherches permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile (GERPISA). 18e Colloque international. Communication « Dix ans de négociation collective transnationale européenne dans l'automobile ». (Berlin, 9-11 Juin 2010)

Rehfeldt U. Association internationale des relations professionnelles (AIRP/IIRA) :- Communication « European and International Framework Agreements: New Tools of Transnational Industrial Relations » (avec Isabel da Costa, IDHE-CNRS, et Volker Telljohann, IRES Lombardia) ;- Communication « Workers Involvement in Normal European Companies (SEs): from information/consultation to participation ? » (avec Peter Wilke, wpm Hambourg). (Copenhague, 28 juin-1er juillet 2010)

Rehfeldt U. Institut syndical européen (ETUI). Réunion du réseau SE Europe. Présentation d'une étude pour la Fondation européenne de Dublin sur l'implication des salariés dans les Sociétés européennes. (Sinaia/Roumanie, 27-29 septembre 2010)

Vincent C. Association internationale des relations professionnelles (AIRP/IIRA). Communication « The French Public Trade Unions facing New Forms of Human resource Management in the Public Hospitals » (avec Michèle Tallard, IRISSO). (Copenhague, 28 juin-1er juillet 2010)

Autres interventions extérieures :

Hege A. HEC Montréal. Séminaire avec les étudiants en relations professionnelles « L'Allemagne, prototype de l'économie coordonnée ? ». (Montréal, 15 février 2010)

Pernot J.M. ISSTO (Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest). Session de formation pour les militants Force ouvrière de l'Ouest. Communication de Jean-Marie Pernot « Légitimité et puissance du syndicalisme à l'épreuve du mouvement social » et débats avec les participants. (Rennes, 16 décembre 2010)

Pernot J.M. Fédération syndicale unitaire (FSU) Bretagne. Journée de réflexion sur le conflit des retraites, communication de Jean-Marie Pernot et débat avec les participants. (Lorient, 30 novembre 2010)

Rehfeldt U. Fondation Friedrich-Ebert et Lasaire. Séminaire franco-allemand « Comprendre les évolutions que connaît le modèle allemand ». Commentaire sur le modèle social allemand. (Paris, 8 avril 2010).

Rehfeldt U. Fondation Hans-Böckler et Fondation Friedrich-Ebert. « Dialogue social-démocrate-syndical » (Dialogue de Springe). Intervention « Les rapports entre syndicats et socialistes en France ». (Springe/Allemagne, 24-25 septembre 2010)

Rehfeldt U. Fondation Friedrich-Ebert et Lasaire. Séminaire franco-allemand « Comprendre les évolutions du modèle allemand ». Présidence de la session sur les coordinations des négociations salariales. (Paris, 8 octobre 2010)

Kahmann M. Institut syndical européen (ETUI), séminaire du comité de la jeunesse de la CES sur le renouveau syndical. Communication « Dimensions of trade union renewal » (Madrid, Espagne, 7-11 février 2011)

Groupe Emploi

Annie Jolivet, Florence Lefresne, Christèle Meilland, Catherine Sauviat, Mouna Viprey

Le groupe Emploi a organisé ses travaux selon quatre thématiques : l'analyse des trajectoires d'emploi et de pauvreté laborieuse au sein de l'Union européenne ; les politiques de mise en œuvre de la diversité et de lutte contre les discriminations, l'emploi des seniors et les stratégies d'entreprise face à la gestion des âges.

1. Emploi, restructurations et « travailleurs pauvres » (*Noélie Delahaie, Florence Lefresne, Catherine Sauviat, Estelle Sommeiller*)

Trois thèmes de recherche ont été couverts dans le cadre du Projet CAPRIGHT issu du 6^{ème} Programme cadre de recherche et de développement de la Commission européenne : les liens entre marché du travail, emploi et régimes de protection sociale en particulier dans un contexte de restructurations, les différentes trajectoires de modèles sociaux face à l'impact de la crise, l'approche par le taux de pauvreté économique et les spécificités nationales.

1.1. Emploi et restructurations (*F. Lefresne, C. Sauviat*)

L'année 2010 a correspondu à la phase finale de réalisation de ce projet, qui regroupait vingt-cinq laboratoires de recherche européens. Son objectif était d'étudier les liens entre marché du travail, emploi et régimes de protection sociale, dans la perspective de promouvoir les capacités individuelles et collectives des salariés. A partir des travaux réalisés sur les restructurations au sein du groupe Alstom et trois de ses filiales (en France, en Allemagne et en Pologne), F. Lefresne et C. Sauviat ont proposé des pistes de réflexion élargies sur la l'anticipation des restructurations et la sécurisation des trajectoires professionnelles, à l'occasion de la conférence finale du réseau qui a eu lieu à Nantes les 3 et 4 décembre 2010. La problématique de l'anticipation des restructurations s'impose depuis quelques années à différents acteurs (pouvoirs publics, employeurs et syndicats), et ce, à plusieurs niveaux (régional, national et européen). Elle a été soutenue en France par la création de nouveaux dispositifs (accords de méthode, accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, conventions de revitalisation, contrats de reclassement personnalisé et de transition professionnelle), qui constituent autant d'avancées en la matière. Ces dispositifs ne sont cependant pas sans limites, la première d'entre elles étant qu'ils ne sont éligibles qu'à une minorité de salariés, laissant les salariés les plus précaires non protégés (ou faiblement). Et la crise actuelle a bien montré, quels que soient les pays européens, que c'est précisément les catégories de salariés les plus soumis à la flexibilité qui en ont payé le prix fort. D'où un nécessaire retour sur la question de la sécurisation des trajectoires professionnelles à travers le débat sur la flexicurité. Si la crise a eu le mérite de mettre à rude épreuve ce modèle, la Stratégie 2020 de l'Union

européenne continue d'être fondée sur la représentation d'un *trade off* entre flexibilité de la relation salariale et sécurisation des trajectoires individuelles. D'un côté, le marché dicterait les postes disponibles en fonction de contraintes posées comme exogènes (concurrence internationale, innovation technique, mutations de la demande); de l'autre côté, les salariés feraient valoir leurs droits et leurs protections sociales, indépendamment du niveau et du statut de l'emploi, à charge pour la collectivité de financer l'effectivité de ces droits. Or l'enjeu est sans doute moins de trouver un hypothétique équilibre entre flexibilité et sécurité, deux processus potentiellement contradictoires, que de réinvestir le champ de l'emploi à des niveaux qui dépassent l'entreprise et dans des termes renouvelés. De ce point de vue, le secteur apparaît comme un lieu nécessaire de coordination et d'action collective au plan européen. A ce niveau, il devient en effet possible d'anticiper les changements qui tiennent compte de la spécificité de la branche, de son organisation technique et productive (relations entre grands groupes et PME), des transformations prévisibles des entreprises et de leur vulnérabilité aux risques de restructuration, afin de prévoir les besoins en compétences, en formation et les mobilités professionnelles pour les salariés concernés. Le dialogue social sectoriel paraît donc un complément indispensable au dialogue qui trouve comme cadre premier celui de l'entreprise au niveau européen, pour faire valoir des intérêts qui dépassent ceux inscrits nécessairement dans les rapports de concurrence interentreprises. Mais pour être efficace celui-ci doit être intégré dans une problématique plus large de politique industrielle à l'échelle européenne, qui prenne en compte les nécessaires arbitrages à faire en termes de choix technologiques, de spécialisation et d'équilibres régionaux et intersectoriels. C'est à ce niveau seulement mais évidemment dans le cadre d'une politique industrielle européenne refondée sur des principes autres que la concurrence libre et non faussée que l'élaboration de nouvelles ressources collectives susceptibles d'accroître les capacités des salariés contribuera à la promotion d'une cause véritablement commune de l'emploi.

1.2. Les modèles sociaux face à la crise (F. Lefresne et C. Sauviat)

L'analyse des différentes trajectoires de modèles sociaux aux Etats-Unis et dans quatre pays européens (Danemark, Allemagne, France, Espagne) face à l'impact de la crise conduit à un double diagnostic : inflexions respectives des trajectoires initiales, voire éléments de rupture du modèle social d'origine, sous l'emprise croissante des normes de flexibilité, de liquidité et de limitation des dépenses publiques d'une part; maintien d'une forte hétérogénéité entre les configurations nationales dans la façon dont s'appliquent ces normes, les formes institutionnelles qu'elles empruntent et les compromis sociaux sur lesquelles elles s'appuient, d'autre part. La crise aura en outre particulièrement souligné les difficultés propres à la coordination européenne et à la construction d'un « modèle social européen », par rapport à l'espace « états-unien ».

1.3. Emploi et travailleurs pauvres (N. Delahaie, E. Sommeiller, F. Lefresne et C. Sauviat)

L'année 2010 a également été l'occasion d'ouvrir un nouveau chantier de recherche sur la question des « travailleurs pauvres » en Europe, à partir d'une exploitation de la base de données EU-SILC (European Statistics on Income and Living Conditions) et d'une analyse enrichie de l'indicateur européen issu du sommet de Laeken de 2001 et du Comité de protection sociale de 2003. Cet indicateur ne distingue pas la dimension *ménage* de la pauvreté de la dimension *individuelle* de l'emploi. Aussi avons-nous retenu l'indicateur de « pauvreté économique individuelle » ou « taux pauvreté en revenu d'activité » (Ponthieux 2009 et 2010), mesurant le risque de pauvreté si l'individu ne percevait que les revenus du travail pour vivre. Ce dernier est nécessairement plus élevé que l'incidence du risque de pauvreté au travail (in-work poverty risk). Ainsi, le taux de pauvreté économique individuelle (16%) est le double du risque de pauvreté au travail (8%) dans l'UE27 en 2008.

Outre qu'il résout le paradoxe du genre¹, l'indicateur de pauvreté en revenu d'activité met au jour des facteurs de vulnérabilité que l'indicateur de Laeken ne fait pas ressortir de manière aussi forte : l'alternance fréquente des statuts d'activité en Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande et Irlande (entre emploi et chômage, etc.) ; le statut de travailleurs indépendants en Belgique et au Luxembourg ; la taille de l'entreprise (moins de 20 salariés) en Allemagne, Autriche, Danemark et Suède ; la classe d'âge des 55-64 ans dans la plupart des pays de l'UE27.

Les spécificités nationales ressortent ainsi différemment avec le taux de pauvreté économique, comme le montrent les exemples de pays retenus dans l'étude : au Danemark, la pauvreté économique des salariés des petites entreprises (moins de 20 personnes) reste dans le même ordre de grandeur que la moyenne nationale, alors qu'ils sont très exposés à la pauvreté dans les autres pays (idem pour la Suède) ; en revanche, la pauvreté économique dans le secteur de la construction est d'au moins 15 points plus élevée que la moyenne nationale (ce que soulignait déjà l'indicateur de Laeken) ; les artisans et commerçants sont particulièrement vulnérables ; les personnes vivant seules également. En Allemagne, le degré d'éloignement du marché du travail (travailler à temps plein plus de 6 mois mais moins de 12), le fait de travailler dans une PME (20 à 50 salariés) ne constituent pas des facteurs de risque de pauvreté économique, alors qu'ils le sont dans les autres pays ; en revanche, le secteur de l'immobilier, de la location et des activités de commerce exacerbe la pauvreté de plus de 15 points par rapport à la moyenne nationale, ce qui n'est pas le cas ailleurs.

Cette exploitation statistique a fait l'objet de deux communications en 2010 : le workshop du réseau Cap Right du 30 septembre au 2 octobre à Palma de Majorque d'une part, le

¹ Le paradoxe du genre stipule que les bas salaires concernent surtout les femmes, et la pauvreté au travail surtout les hommes.

séminaire pour l'année européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale organisé par l'Institut Syndical Européen (ETUI) le 30 novembre à Bruxelles d'autre part. Une typologie des travailleurs pauvres en lien avec les modèles sociaux européens est la prochaine étape du travail, qui fera l'objet d'une publication dans un numéro spécial de la revue *Transfer* à paraître l'été 2011.

2. Inégalités hommes - femmes sur le marché du travail (*Christèle Meilland*)

Les travaux portant sur les inégalités hommes-femmes sur le marché du travail ont été poursuivis tout au long de l'année. Il s'agissait de continuer des travaux menés essentiellement sur la situation des femmes sur le marché du travail. L'augmentation des taux de participation des femmes sur le marché du travail dans tous les pays de l'Union Européenne et le rapprochement qui s'en est suivi avec les taux de participation des hommes n'a pas mené, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre à une plus grande égalité hommes-femmes en ce qui concerne les opportunités d'emploi, ni à une égale intégration sur le marché du travail. Lors de la crise économique et financière dernière, ces inégalités hommes-femmes se sont consolidées même si le chômage des femmes n'a pas connu la même croissance que celui des hommes. Protégées (en quelque sorte) par leur ségrégation professionnelle dans le secteur tertiaire, le chômage des femmes semble être resté stable ces deux dernières années. Pour autant, la situation des femmes sur le marché du travail s'est dégradée notamment en regard de la hausse du taux d'emploi à temps partiel, souvent considéré comme un emploi faute de mieux par les femmes en France. Ces travaux, basés sur une analyse des données statistiques classiques (taux d'activité, taux d'emploi, taux de travail à temps partiel, taux de chômage), seront prolongés tout au long de l'année 2011.

Cette analyse de l'égalité professionnelle hommes-femmes s'est également poursuivie en comparaison avec la situation danoise. Elle reste encore à développer mais tend à souligner la différence de prise en compte de l'égalité professionnelle dans ces deux pays. La forte présence des femmes sur le marché du travail danois a été fortement soutenue par les différents gouvernements afin de préserver un taux d'emploi élevé au niveau national. En outre, le Danemark fait partie de ces pays nordiques dans lesquels les avantages négociés dans le cadre des conventions collectives favorisent la « conciliation vie familiale - vie professionnelle » : congés maternités, congés parentaux... et modes de travail conciliables (télé-travail). De plus, la question de l'égalité professionnelle hommes-femmes reste toujours d'actualité, y compris lors des fortes tourmentes économiques. C'est un sujet majeur tant pour les gouvernements que pour les syndicats. Ainsi, par exemple, l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes a été parmi les principaux thèmes abordés lors du 30^{ème} Congrès ordinaire de la centrale syndicale Handels-og Kontorfunktionærernes Forbund (HK), le syndicat des employés du commerce et de bureau, qui, avec plus de 300 000 membres, est le deuxième du pays.

La mise en parallèle de la situation des femmes sur le marché du travail en France et au Danemark sera poursuivie si possible durant l'année 2011.

3. Politique de gestion de la diversité et lutte contre les discriminations (Mouna Viprey)

3.1. Discrimination et itinéraires professionnels

Cet axe correspond à la poursuite de travaux engagés depuis plusieurs années à l'Ires autour des questions d'égalité des droits des « minorités ethniques », d'accès au marché du travail, de discriminations inscrites dans les textes réglementaires et législatifs, ou issues de pratiques et de stratégies des firmes en matière de mobilisation de la force de travail immigrée ou supposée telle, des liens entre les politiques en direction des immigrés, entendus au sens large, et des questions d'emploi.

La principale conclusion des divers travaux réalisés jusqu'ici à l'Ires est qu'il n'existe pas *une* discrimination sur le marché du travail, un phénomène unitaire, homogène qui opérerait toujours selon les mêmes logiques et passerait par des modalités toujours identiques. En revanche, la discrimination se décline en une multitude de conduites parfois extrêmement ténues mais qui font système, s'additionnant, se combinant en faisceaux d'attitudes, de choix managériaux, se distillant en comportements, en préférences, en discours d'accompagnement (justifications, dénégations...) se traduisant pour ceux qui en sont l'objet par des sentiments d'humiliation, de stigmatisation, d'ostracisme. Ce sont des phénomènes d'emboîtement de logiques discriminantes d'origines diverses qui se renforcent les unes les autres, s'hybridant, se conjuguant en modalités spécifiques.

Nos travaux en cours sur la thématique des discriminations s'intéressent plus particulièrement aux causes et conséquences des chartes de la diversité signées par de grandes entreprises françaises. Garantir l'égalité de traitement est le point d'entrée de toute politique de promotion de la diversité. L'objectif est de comprendre les diverses causes qui ont conduit une grande entreprise à signer la charte de la diversité et les répercussions sur les ressources humaines. S'agit-il uniquement d'attirer de nouvelles compétences et/ou profils ou est-ce une stratégie construite pour réellement éviter les discriminations directes et indirectes ? Une monographie basée sur des entretiens approfondis dans une grande entreprise française ayant signé la charte de la diversité doit démarrer au cours du premier semestre 2011 et servira de loupe grossissante pour répondre à nos différentes hypothèses de départ.

3.2. Immigration et marché du travail

L'année 2010 a été l'occasion d'approfondir les travaux concernant le thème immigration et marché du travail. La France partage avec ses voisins européens un système migratoire

caractérisé par un espace de libre circulation au sein de l'Union Européenne et par l'élargissement de l'aire de recrutement des nouveaux migrants, de telle sorte que se creusent les disparités entre les Etats membres et les pays tiers. Elle doit désormais adapter sa politique migratoire car elle se trouve face à l'émergence d'un marché du travail mondial pour les personnes hautement qualifiées et de pénurie de force de travail dans certains secteurs d'activité. La volonté des pouvoirs publics est celle de réguler et de choisir les catégories d'immigration. Il s'agit désormais d'assurer un meilleur équilibre entre immigration de travail et immigration de droit afin d'attirer en particulier des travailleurs qualifiés. Ceci étant, il est illusoire de croire que les besoins du marché du travail seront exclusivement des besoins de travailleurs hautement qualifiés.

4. L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises (Annie Jolivet)

4.1. Politiques en faveur d'un « vieillissement actif »

En 2009, la participation, en collaboration avec Anne-Marie Guillemard, au projet de recherche européen *Activating Senior Potential in Ageing Europe (ASPA)* est entrée dans une phase active. Ce projet, qui durera 3 ans, a démarré à l'automne 2008 dans 8 pays européens (Allemagne, Pays-Bas, Suède, Pologne, Italie, Royaume-Uni, Danemark). Il comporte notamment une enquête quantitative auprès des entreprises, une analyse des politiques publiques et l'étude d'un certain nombre de cas d'entreprises. L'équipe française est chargée de la conception et de la synthèse de l'analyse des politiques publiques.

Les entretiens auprès d'entreprises sont encore en cours. L'analyse des politiques publiques en France est en voie de finalisation. L'analyse comparative vient de démarrer, à partir des rapports nationaux disponibles (7 sur 8).

Le projet s'achève fin juin 2011. L'analyse des politiques publiques devrait donner lieu à la publication d'un ouvrage en anglais. Une 1^{ère} communication est prévue au Colloque international de gérontologie de Bologne, qui aura lieu du 15 au 17 avril.

4.2. Accords seniors et conditions de travail

En novembre 2010, le Conseil d'orientation des conditions de travail a confié au CREAPT CEE et à ses partenaires, l'IRES, le CESTP-ARACT Picardie et l'Institut d'ergonomie et d'écologie (Inerec), la réalisation d'une étude sur la genèse, le contenu, la mise en œuvre et les impacts des mesures de prévention de la pénibilité du travail et d'aménagement des conditions de travail des seniors dans les branches ou entreprises ayant conclu des accords seniors ou mis en œuvre des plans d'action. L'étude vise à analyser les expériences intéressantes et d'en tirer des recommandations pour que ce domaine d'action soit davantage et mieux abordé dans le dialogue social.

Il s'agit de comprendre, sur la base d'une quinzaine de monographies : les besoins et les attentes auxquels la négociation et les mesures adoptées seraient censées répondre ; les modifications concrètes qui en découlent, dans les conditions et l'organisation du travail ; les métiers ou les aspects du travail qui seraient plus précisément ciblés ; les acteurs impliqués, leurs intentions, leurs moyens d'intervention, leurs difficultés éventuelles ; et la façon dont ces éléments s'insèrent plus généralement dans les politiques de l'entreprise, en matière de santé au travail et de gestion des ressources humaines.

Outre l'examen des textes des accords ou plans d'action, des entretiens seront réalisés avec les « négociateurs » ou les personnes ayant contribué à l'élaboration du plan ; b) les « praticiens » des conditions de travail (médecins et infirmiers du travail, responsables sécurité, consultants extérieurs ayant eu l'occasion de participer à la mise en œuvre de plan seniors ou d'accords sur l'âge et les conditions de travail) ; c) les « opérationnels ». L'ensemble des données recueillies permettra :

- d'identifier et comprendre le fonctionnement de chaque entreprise et notamment son histoire dans le domaine des évolutions des conditions de travail, et de la gestion de celles-ci ainsi que de la gestion des seniors ;
- de retracer la genèse du projet de plan ou accord seniors, ses difficultés, ses éléments de consensus, ses abandons ou renoncements en cours de négociation, ses échecs et ses retombées (en termes de mise en œuvre ou d'impasse) ;
- de collecter les avis des différents acteurs sur les négociations et la mise en œuvre de l'accord ou du plan ;
- de recueillir leur vision diachronique sur les conditions de travail dans l'entreprise.

Une seconde phase consistera à mieux comprendre la déclinaison de ces accords ou plans dans des situations de travail : choix de quelques *situations*, concernées par les mesures contenues dans les plans ou accords, pour lesquelles un examen plus précis serait opportun compte tenu des spécificités des conditions de travail ou de la population de salariés, Dans deux ou trois entreprises, réalisation des mêmes analyses, mais plus vastes et/ou plus approfondies.

L'étude doit être achevée en octobre 2011.

Publications

Ouvrages et éditions :

Jolivet A., « Travailler plus longtemps », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 973-974, juin-juillet 2010, La Documentation française.

Lefresne F. (ed.), *Unemployment benefit systems in Europe and North America: reforms and crisis*, ETUI-IRES, Bruxelles, April 2010, 337 pages.

Sauviat C., Lizé L., *La crise du modèle social américain*, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Participation à des ouvrages collectifs :

Jolivet A., Lamotte B., Massit C., « L'emploi des seniors dans les négociations d'entreprise : une analyse d'accords antérieurs au dispositif prévu par l'article 87 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 », p. 493-515, in *La négociation collective en 2009*, collection Bilans et rapports, Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction Publique, Paris 2009.

Lefresne F., « A comparative overview of unemployment benefit: striving to provide security for employees in their career paths », in *Unemployment benefit systems in North America and in Europe: reforms and crisis*, IRES-ETUI, Brussels, April 2010, pp. 9-43.

Lefresne F., « The limited protection offered by unemployment benefit in the United Kingdom », in *Are unemployment benefit systems still adapted?*, IRES-ETUI, Brussels, April 2010, pp. 175-190.

Lefresne F., « La inserción profesional de los jóvenes y las políticas de empleo y de formación: una comparación de los sistemas europeos », in Jacinto C. (Compiladora), *La construcción social de las trayectorias laborales de jóvenes*, Teseo-IDES, diciembre, 2010, pp. 87-117.

Lefresne F., « La politique de l'emploi » in Bevort A., Jobert A., Lallement M. *Dictionnaire du travail*, PUF, Paris, à paraître, 2011.

Lefresne F., « Trente ans de politique de l'emploi des jeunes : une tentative d'évaluation » in Papinot C. et Vultur M. (dir.) *Les jeunes au travail : regards croisés France-Québec*, INRS, UBO, Presses de l'Université de Laval, 4^{ème} trimestre, 2010, pp. 185-207.

Lefresne F., Sauviat C., « Los modelos sociales europeos y americanos enfrentados a la

recesión », *Proteccion, Empleo y Prevision social*, Revista Latino americana de Estudios del Trabajo, Segunda Época, Año 15, n° 23-24, 2010.

Lefresne F., Sauviat C., « Analyse comparative des politiques d'emploi face à la crise en Europe », in *Crise et emploi en Europe. Vers un nouvel modèle productif*, ouvrage à paraître dans la Collection de la Fundación Pública Andaluza/ Fondo de Formación y Empleo/ (FAFFE), Espagne, à paraître, 2011.

Lefresne F., Sauviat C., « Restructurations au sein d'un groupe multinational : la mise à l'épreuve des relations professionnelles », pp. 221-223, in C. Didry et A. Jobert (sous la dir.), *L'entreprise en restructuration. Dynamiques institutionnelles et mobilisations collectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

Lefresne F., Sauviat C., « Governance, Restructuring and Capabilities: Main points arising out of a Case Study », pp. 227-252, in Vladimirova K. (ed), *Transformations in Labour: Social Security and Social Dialogue*, Ciela, Sofia, 2010.

Sauviat C., « The United States - The unemployment benefit system: a degree of minimal protection, for insiders only », in *Unemployment benefit systems in Europe and North America: reforms and crisis*, F. Lefresne ed., ETUI/IRES, Brussels, 2010.

Sauviat C., « L'industrie automobile américaine en sursis ? », in *Administration Obama An I*, Revue internationale stratégique n°76, éditions Belin, Paris, 2010.

Sauviat C., « La gouvernance des entreprises », dans *L'état de la France*, éd. La Découverte, à paraître, 2011.

Articles dans des revues :

Jolivet A., « Pénibilité : de quoi parle-t-on ? », *Revue de droit du travail*, novembre 2010.

Jolivet A., Lamotte B., Massit C., « Négocier sur l'emploi des seniors ? Analyse d'accords d'entreprise de 1999 à 2006 », *Travail et Emploi*, n° 121, janvier-mars 2010.

Lefresne F., « Effets générationnels et transformations structurelles de l'emploi », *Regards croisés sur l'économie*, « Le choc des générations », La Découverte, n° 7, mai 2010, pp. 92-100.

Lefresne F., « Indemnisation du chômage : évolutions nationales et regard comparatif », *Regards sur l'actualité*, n° 368, La documentation Française, février 2011.

Lefresne F., « Insertion professionnelle des jeunes et politiques d'emploi et de formation : une comparaison européenne », *Les cahiers de Profession Banlieue*, décembre 2008, pp. 41-

66 (publié en février 2010).

Lefresne F., « Lutte contre l'exclusion et insertion par l'emploi : un bilan des politiques en France au regard de certaines expériences étrangères », *Informations sociales*, n° 165, à paraître, mai 2011.

Lefresne F., « Trente cinq ans d'action publique en direction des jeunes : un bilan ambigu », *Nouveaux Regards*, n° 48, *Revue de l'Institut de Recherches de la FSU*, Janvier-février-mars 2010, pp. 12-14.

Lefresne F., Laulom S., « Peut-on maintenir la spécificité des modèles sociaux en Europe ?, dessein et destin de quatre arrêts de la Cour de justice européenne », *Revue de l'IRES*, n° spécial Flexicurité, n° 63, 2009/4 (publié en mars 2010), pp. 127-152.

Lefresne F., Sauviat C., « Les modèles européens et américain confrontés à la crise », *Economies et Sociétés*, série AB, Socio-économie du travail, n° spécial crise, à paraître en 2011.

Viprey M., « Immigration choisie, immigration subie : du discours à la réalité », *Revue de l'Ires*, n°64, 2010.

Rapports, documents de travail, actes de colloques

Lefresne F., Sauviat C., « Os modelos sociais europeus e americanos frente à crise », *Argumentum Journal*, vol.2, n°2, <http://web3.ufes.br/revistamps/index.php/argumentum> (avec F. Lefresne).

Interventions dans des colloques ou séminaires

Delahaie N., Lefresne F, Sauviat, C., « The working poor, an approach in terms of poverty in earned income: first draft from a SILC cross-country study », Projet intégré européen CAPRIGHT, Resources, rights and capabilities : in search of social foundations for Europe, 7ème Conférence internationale. (Gênes, 9-12 mars 2010)

Jolivet A., Durand M-L., « Age et travail dans la fonction publique - Séminaire exploratoire », Réunion interministérielle des CMC (conseillers mobilité carrière). (DGAFP, 19 octobre 2010)

Jolivet A., « Emploi des seniors », session inter-écoles de la fonction publique, EHESP. (Rennes, 8 mars 2010)

Jolivet A., « Les enjeux de la gestion des âges : emploi, compétences et conditions de travail », Les seniors. Gestion de l'emploi et négociation collective, DIRECCTE et IST. (Marseille, 22 septembre 2010)

Jolivet A., « La place des seniors dans les accords d'entreprise », séminaire OFCE, 15 septembre 2010.

Jolivet A., « Régimes de retraites : notions essentielles et principales évolutions » et « Synthèse », Séminaire OMNES. (Roissy, 6-7 juillet 2010)

Jolivet A., Table-ronde « Les parcours professionnels : une affaire de reconnaissance », colloque « Les parcours professionnels : une affaire de travail », Education permanente, CNAM et ANACT. (Paris, 11 juin 2010)

Jolivet A., « Le vieillissement démographique en entreprise : outils de diagnostic et enjeux », « Le vieillissement de la population et ses impacts », Stage CGT. (ISSTO, 20 mai 2010)

Jolivet A., « Indemnisation du chômage et politique d'emploi en Suède », IHEPS. (Paris, 15 avril 2010)

Jolivet A., « L'évolution démographique et la gestion de l'emploi des seniors dans la fonction publique », Cycle « Gestion publique 2010 ». (ENA, 2 février 2010)

Lefresne F., « Deux volets contrastés de la protection sociale au Royaume-Uni : le système de santé et le système de retraites », ISSTO, Université de Rennes 2. Stage de formation CFDT. (Rennes, 7 janvier 2010)

Lefresne F., « Intérêt et limites d'un Livre Vert sur la jeunesse : où en sont les politiques d'orientation et d'insertion », Association Française de Sociologie, EHESS (Centre Maurice Halbwachs), Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Université de Rennes), Journée-conférence « Le Livre Vert sur la jeunesse, un an après : les politiques publiques en question ». (Paris, 28 mai 2010)

Lefresne F., « Trente ans de politique publique d'insertion des jeunes : un bilan mitigé », Mission locale de Quimper, XX^e anniversaire, en partenariat avec l'Unité de recherche en sociologie de l'Université de Bretagne Ouest. (Quimper, 17 juin 2010)

Lefresne F., « Les jeunes dans la crise : diagnostics et perspectives », Stage « La jeunesse : quelles réalités ? Les professionnels en charge des jeunes : quel travail ? », Fédération Syndicale Unitaire (FSU). (Dinard, 27 septembre 2010)

Lefresne F., « Pauvreté : état des lieux et effets de la crise », Journée de formation, Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration (DPVI) de la Ville de Paris. (Paris, 1^{er} juillet 2010)

Lefresne F., « Solidarity Facing New Employment Norms and Flexicurity », Institut de la Protection Sociale Européenne (IPSE), XXXV^{èmes} rencontres. (Séville, 5-6 juillet 2010)

Lefresne F., Math A., Lecomte E., Pernot J-M., « Inégalités sociales, pauvreté, précarité » à partir du livre *La France du travail*, Soirée débat « Urgences sociales pour les libertés et pour les droits », Ligue des Droits de l'Homme. (Bondy, 13 février 2010)

Lefresne F., Mathieu C., « Le système de retraites britannique : réformes en cours et défis de la crise », Chaire Politiques et économie de la protection sociale du CNAM, IRDES et IRES, Colloque « Protection sociale d'entreprise » co-organisé par l'IRES. (Paris, 25-26 mars 2010)

Lefresne F., Sauviat C., « Anticipation des restructurations et sécurisation des parcours professionnels », Colloque européen CapRight. (Nantes, 2 et 3 décembre 2010)

Sauviat C., « Le système de retraite américain : atouts et faiblesses », Formation de syndicalistes CGT, ISSTO, Université Rennes 2. (Rennes, 3 mars 2010)

Sauviat C., « Le système de santé américain et les enjeux de la réforme », Stage de formation CFDT, ISSTO, Université Rennes 2. (Rennes, 15 janvier 2010)

Sauviat C., Lizé L., « La crise du modèle social américain », Association française d'économie politique, Séminaire Hétérodoxies du CES - Paris I. (Paris, 19 mai 2010)

Groupe Travail

*Solveig Grimault, Odile Join-Lambert, Etienne Lecomte, Yves Lochard.
Chercheur associé, Pascal Ughetto*

Le programme scientifique 2010-2011 du groupe Travail porte sur les médiations, dispositifs et pratiques gestionnaires entourant le travail, sur les mutations et tensions qui y sont constatées, et sur les éventuelles conséquences en terme de santé au travail.

En 2010 ont été particulièrement explorés :

- les formes de la gestion des personnels publics (outils, professions, acteurs, mobilités...),
- des dispositifs territorialisés relatifs à l'emploi,
- les conséquences en terme de souffrance psychique de certaines conditions de vie au travail,
- l'évolution des systèmes de santé au travail.

1. Sociologie et histoire de la gestion des personnels publics

1.1. Les fonctions pratiques et symboliques de la notation des fonctionnaires (Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

Un travail a été réalisé par Odile Join-Lambert et Yves Lochard sur l'histoire de la notation des fonctionnaires. Il montre comment la notation oblige des niveaux hiérarchiques, sociaux et culturels situés aux deux extrêmes de la hiérarchie sociale, à coopérer : elle se construit comme un outil de relations entre des groupes que tout sépare et qu'elle fait tenir ensemble, contribuant à faire accepter la hiérarchie et l'absence de perspectives de promotion par les niveaux d'exécution, tandis que pour le haut de la hiérarchie, elle est perçue comme désobligeante. Ce travail a été publié en 2010 dans la revue *Sociologie du travail*.

1.2. Les tensions entre groupes professionnels (Odile Join-Lambert, Yves Lochard, en collaboration avec Pascal Ughetto, chercheur associé à l'Ires)

Les personnels du ministère de la Culture (gardiens, conservateurs, médiateurs) forment un terrain intéressant pour apprécier l'évolution des tensions entre la multiplication des prescriptions et des pilotages externes et la maîtrise de l'activité, dans un secteur où la fonction « service du public » a été successivement ou simultanément déléguée à différents

groupes socioprofessionnels (gardiens puis médiateurs) aux statuts disparates. En outre, les professions intellectuelles comme celles de la Culture ont pour caractéristique de maîtriser des savoirs hautement spécialisés d'où elles tirent une capacité à imprimer leur marque aux réformes.

Ce travail doit donner lieu à la publication d'un ouvrage collectif d'Odile Join-Lambert, Yves Lochard et Pascal Ughetto, chercheur associé à l'Ires.

1.3. Les inégalités de parcours professionnels (Odile Join-Lambert)

En collaboration avec Marie Cartier (CENS, Université de Nantes), un numéro spécial de la revue *Travail et emploi* sur les mobilités dans les fonctions publiques a été lancé. Aujourd'hui au cœur de l'actualité politique (loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique), la mobilité des fonctionnaires est aussi depuis plusieurs années un chantier de recherche en sciences sociales. Les contributions devraient permettre de mieux comprendre comment ces nouveaux dispositifs peuvent modifier les pratiques ou requalifier les mobilités sociales, géographiques et professionnelles dans les fonctions publiques.

1.4. Les acteurs du ministère du travail (Odile Join-Lambert)

Dans le cadre du prolongement du contrat entre l'Ires et la Dares sur le centenaire du ministère du Travail, une première interrogation concerne la signification des changements récents issus, dans la lignée de la Révision Générale des Politiques Publiques, du décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (*JO*, 13 novembre 2009) : le ministère du Travail, initialement arraché à la sphère du Commerce et de l'industrie, a été pendant un siècle le ministère des salariés ; est-il devenu fin 2009 celui des entreprises ? Ce premier travail réalisé en 2010 est en cours de publication.

Un second travail de synthèse, publié en 2010, a été réalisé sur le champ des relations entre Etat et patronat, sur le thème de la formation professionnelle. Il vise à s'interroger sur les discours et pratiques patronales concernant la finalité de la formation professionnelle tout au long du XX^e siècle, afin d'en mieux cerner les stratégies. Quatre périodes sont distinguées, dans lesquelles les trois crises économiques des années 1880, 1930 et 1970 ainsi que les deux guerres mondiales où le contrôle de la formation professionnelle ouvrière et des chômeurs devient un enjeu majeur d'une politique d'État, jouent un rôle déterminant. Entre 1880 et 1919, le patronat poursuit l'objectif d'adaptation de la formation professionnelle aux marchés locaux. Dans l'entre-deux-guerres, il refuse la gestion paritaire et recherche la collaboration financière de l'État. Face à la reprise en main de la formation professionnelle par l'État après 1945, le patronat est à la recherche

d'une stratégie d'ensemble jusqu'en 1970. Il affirme, depuis lors, une conception gestionnaire et paritaire.

Une dernière interrogation concerne, sur les sujets des conflits et négociations, la revisite de la période des années 1960-1970 - période où les pratiques de conflit et de négociation sont perçues comme étant le reflet d'un partage institutionnel entre organisations syndicales protestataires et réformistes, revisitée par le rôle des associations. Ce travail a été mené en collaboration avec Michel Lallement et est publié dans un dossier débat « Au-delà du conflit et de la négociation ? » à paraître dans la revue *Sociologie du travail*.

2. Entreprises et territoires

2.1. *Etude portant sur le bilan 2008-2009 de la revitalisation des territoires, faite en application de l'article L.1233-84 du Code du travail (Solveig Grimault)*

Cette recherche, réalisée en réponse à un appel d'offre de la DATAR et de la DGEFP sur la revitalisation des territoires, combine deux volets, l'un statistique, l'autre monographique².

Le travail statistique repose sur une exploitation de la base de données des conventions de revitalisation signées, en cours et échues en 2008 et 2009, sur l'ensemble du territoire. Cette base de données, que nous avons aidé à constituer, est composée des textes « bruts » des conventions de revitalisation, mis à notre disposition par la DATAR et la DGEFP. Le champ statistique constitué contient près de 450 conventions. Bien que foisonnante, l'information textuelle contenue dans les conventions a d'abord été saisie en l'état. Une première version de la base de donnée a été produite à l'automne 2010. Une grille de codage a ensuite été construite, visant à restituer les « coordonnées » de chaque convention (l'entreprise et son représentant, périmètre, durée, nombre d'emplois à créer, montant financier, etc.), ses modalités de pilotage, le contenu des actions de revitalisation prévues, les modalités d'attribution des fonds et les bénéficiaires (entreprises et publics cibles).

L'un des objectifs est notamment de rendre traçable, dans la mesure du possible, la destination *a priori* des fonds dédiés à la revitalisation. Il s'agit également de mettre en évidence des configurations types : existe-t-il des formes de régularité dans la façon dont les interventions de l'Etat, des cabinets privés et des acteurs locaux du développement économique se combinent ? Observe-t-on des traits caractéristiques propres aux conventions attachées à tel ou tel acteur (départements, entreprises, cabinets privés) ? L'analyse statistique vise ainsi à révéler certains traits des pratiques locales de revitalisation. C'est ensuite le travail monographique qui permettra de restituer, plus en

² Ce travail, encore en cours en 2011, est effectué dans le cadre d'un groupement dont l'IRES est pilote et qui associe l'IRES, Amnyos (Olivier Mériaux, Félix Garcia), le LATTs (Gilles Crague) et le CES (Nadine Thèvenot, Nathalie Berta, Camille Signoretto, Julie Valentin).

détail, la dynamique et le fonctionnement des agencements locaux relatifs à la revitalisation.

Vingt deux monographies doivent être réalisées, réparties selon deux entrées distinctes : l'analyse de conventions particulières (12), l'analyse de pratiques départementales et de dispositifs de mutualisation (10). Comment les acteurs se coordonnent-ils dans le cadre d'une convention donnée ; sur quels projets s'accordent-ils, selon quelles modalités, pour quels résultats ? Comment, à l'échelle d'un département, un système d'acteurs local capitalise sur ses pratiques de revitalisation ; quelle « courbe d'expérience » parvient à se former ? Comment fonctionnent les différents comités qui rythment la vie des conventions, dans lesquels se forge et s'exerce une capacité collective à qualifier et évaluer les projets potentiellement créateur d'emplois ? Enfin, derrière le terme faussement unifié de « mutualisation », quels sont les montages effectivement élaborés, quelle en est l'origine ? L'enquête de terrain, pour la partie monographie, s'est achevée début 2011.

Les premiers constats statistiques et monographiques ont donné lieu à une présentation au séminaire « Revitalisation des territoires », organisé en janvier 2011 par la DATAR, la DGEFP et la DGCS.

2.2. Liens interentreprises et rapports au territoire (Solveig Grimault)

Le travail réalisé avec Jean-Yves Kerbourc'h pour le COPAC a été prolongé, pour donner lieu à une présentation dans le cadre d'une « Rencontre économique » organisée par le COPAC, la CCI et le Conseil général du Val-de-Marne.

3. Conditions de vie au travail et problèmes de santé³ au travail dans de grandes institutions des secteurs public ou privé

Dans le cadre du programme scientifique 2010-2011, les activités d'animation et de recherche autour des deux programmes construits à partir de 2008 et menés en 2009, l'un dans le secteur privé, l'autre dans le public, ont été poursuivies.

³ Sont repris ici les termes les plus utilisés maintenant dans ce champ, en étant conscient qu'ils prêtent à discussion:

- l'expression "*Risques Psycho-Sociaux*" (RPS) correspond en fait à des "troubles", conséquences amenées par les "facteurs de risques" présents dans la sphère "psychosociale" (c'est-à-dire individuelle et relationnelle) de l'homme au travail.

- "*souffrance psychique*" suggère improprement une dimension individuelle et victimisante.

- "*stress*" réfère à la réaction physiologique immédiate d'un organisme face à une situation aiguë de survie. Très appropriée dans ce cas, cette réaction devient pathogène si elle se répète et se maintient dans le temps.

L'utilisation du concept de stress sur un mode chronique (dans le sport comme dans l'organisation du travail) amène ainsi à des dérives délétères.

3.1. Réseau des grandes entreprises impliquées dans la prévention des « Risques Psycho-Sociaux » (RPS) (Etienne Lecomte)

L'IRES est impliqué aux côtés de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT), en partenariat avec l'Université Paris-Dauphine et l'association « Entreprises et Personnel », dans un processus de recherche-action sur la prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS) dans les grandes entreprises privées. Il s'agit d'un réseau créé à la fin 2008, qui rassemble des personnes-ressources de grandes entreprises volontaires pour échanger des analyses et des expériences de prise en charge des RPS, puis co-construire des méthodologies d'action et de formation sur ce sujet. Sont présentés des cas d'entreprises, complétés par des apports d'experts. Les participants sont les acteurs internes de la prévention des RPS dans les entreprises (plusieurs acteurs par entreprise sont possibles).

Dans un premier temps, il a été convenu de s'en tenir aux acteurs administratifs (responsables relations humaines, responsables relations sociales) et techniques pilotant les démarches de prévention (professionnels de la santé au travail; médecins, ergonomes, responsables de prévention...), et de travailler ensuite (à partir de 2011) avec les représentants du personnel.

Une trentaine de grandes entreprises sont inscrites, présentes dans les secteurs industriels ou tertiaires, public ou privé. Il leur est proposé des analyses sur site et des journées d'échanges thématiques (3 par an). Etienne Lecomte participe à ces différents modalités (entretiens sur le terrain, animation d'atelier de travail lors de journées).

Les journées d'échanges sont organisées autour de thèmes spécifiques choisis à l'avance par les membres, et consistent en des présentations de cas concrets d'entreprises, des mises en perspective par des experts, et des échanges sur les expériences dans les autres entreprises sur ce thème. Pour chacune d'entre elles, un compte rendu détaillé est rédigé et remis aux participants.

Celles de 2010 ont porté sur « Indicateurs des RPS », « Changement et RPS », « Evaluation des RPS et inscription dans le Document Unique ».

En 2011 est donc prévue l'ouverture d'un deuxième réseau semblable à destination de délégués syndicaux élus en CHSCT et intéressés à la question des RPS. Etienne Lecomte et l'IRES y prendront une part essentielle, du fait des contacts privilégiés tissés avec le monde syndical.

La valorisation et la diffusion des résultats de ces réseaux se fera à partir de 2011.

3.2. Amélioration des conditions de vie au travail à la Direction Générale de Finances Publiques (DGFIP) (Etienne Lecomte)

L'IRES poursuit sa mission de référent scientifique et de médiation dans la démarche de recherche-action pour l'amélioration des conditions de travail, démarche menée à l'occasion de la création de cette nouvelle entité par la fusion progressive des deux directions précédentes au ministère des Finances, celle des Impôts et celle de la Comptabilité Publique. En effet, cette fusion a été l'occasion de mettre en évidence la dégradation des conditions de travail relevée par les organisations syndicales, qui ont obtenu la mise en place d'une telle démarche, pilotée par un comité de suivi national.

Dans un premier temps, en 2009 et 2010, Etienne Lecomte et Bernard Brière ont mené un travail de co-animation des groupes de travail paritaires (composés de représentants du personnels et de représentants de l'administration), dont les thématiques portent :

sur les principaux facteurs de dégradation des conditions de travail :

- impact des relations hiérarchiques et de l'organisation du travail (« Risques organisationnels »)
- impact du « Pilotage par la performance » (avec en particulier les « Indicateurs de performance » et les pressions qu'ils induisent)

sur des pistes de prise en charge :

- utilisation et déploiement du « Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels » (DUERP), imposé par la législation.
- pistes pour un « Indicateur global sur les conditions de travail »
- adaptation de la formation des cadres.

Ces premiers travaux ont permis d'apprécier les constats de souffrance au travail et de relever parmi les causes principales :

- une intensification générale du travail, due non seulement aux réductions d'effectifs mais aussi aux « Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication » (NTIC) (pourtant censées amener des « gains de productivité » correspondants), au « pilotage par la performance », aux changements incessants et aux nouvelles procédures;

- une défaillance de communication et de dialogue entre agents et avec leur hiérarchie.

Par ailleurs a été constatée une absence d'information et d'analyse sur l'état de santé au travail des agents.

Suite à ces constats, différentes actions ont été engagées en 2010 et seront poursuivies en 2011, avec l'accompagnement de l'IRES :

- Face au manque d'informations et d'analyse sur la réalité des RPS chez les agents, un « Tableau de Bord de Veille Sociale » (TBVS) est en cours d'installation dans chaque département par les services RH. L'année 2010 a vu sa préfiguration dans dix départements, et 2011 lancera sa généralisation. L'ensemble du processus est accompagné par Etienne Lecomte et Bernard Brière.

- Face au manque de dialogue entre agents et encadrement, un dispositif expérimental dit « Espace de Dialogue » (EDD) a été proposé par l'IRES, à partir d'autres expériences pratiques et à partir de certaines suggestions recueillies dans la littérature. Cette expérimentation a été menée en 2010 sur six départements et un bureau de l'Administration Centrale, avec le suivi d'une équipe de l'IRES (Bernard Brière, Odile Join-Lambert, Etienne Lecomte, Yves Lochard, Christelle Meilland, Catherine Vincent). L'expérimentation a également inclus la formation de « facilitateurs » choisis parmi des agents volontaires, qui ont pour mission d'assurer la continuité de ces EDD.

Lors du comité de suivi du 3 décembre 2010, les premiers résultats de cette expérimentation ont été présentés. Ils sont apparus très satisfaisants, si bien qu'il a été décidé d'étendre progressivement ce dispositif à tous les départements, ce qui sera mené en 2011.

- Face au manque de connaissance et de prise de conscience d'une partie de l'encadrement sur ce sujet, différentes actions de formation sont en cours, avec pour intervenants Etienne Lecomte et Bernard Brière :

- séminaires à destination de l'encadrement supérieur dans l'Administration Centrale et dans les Services Déconcentrés, car ces cadres sont prescripteurs de nouvelles règles pouvant avoir des conséquences en terme de RPS si elles ne sont pas suffisamment étudiées dans ce sens ;
- interventions spécifiques lors de la formation initiale et continue des cadres encadrants (en lien avec l'Ecole Nationale des Finances Publiques à Nevers).

- Face au manque de connaissance des cadres et agents, la rédaction d'un Guide de

Prévention des RPS à destination de tous les agents de la DGFIP. Sa partie médico-technique a été assurée par Etienne Lecomte.

- Face à la pression du « pilotage par la performance », différentes analyses de son impact sont menées. Etienne Lecomte et Bernard Briere participent aux groupes de travail travaillant sur ce sujet, selon les différentes missions de la DGFIP (recouvrement, assiette, auprès du public ou des collectivités...). Ils sont également en contact scientifique avec une équipe pluridisciplinaire du CNAM qui a remporté un appel à projet pour mener une recherche qualitative sur l'impact des « indicateurs de performance ».

Ces initiatives feront l'objet de documents d'analyse et de propositions de recherche, qui serviront de base à des publications.

4. L'évolution des systèmes de santé au travail (Etienne Lecomte)

Cette évolution fait l'objet de veille documentaire et de contacts, en particulier à l'occasion des deux programmes précités, auprès des professionnels de la santé au travail dans le secteur public (« Médecins de Prévention », ergonomes, Ingénieurs Hygiène et Sécurité, Assistants Sociaux ... à la DGFIP) et dans le secteur privé (Médecins du Travail, Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP)...), comme auprès des représentants du personnel impliqués dans les CHSCT (secteur privé), ou les CHS et les CTP (secteur public).

D'autres contacts sont menés par les syndicats de professionnels en santé au travail.

L'harmonisation prochaine par rapprochement des dispositifs du public vers ceux du privé est une dimension intéressante qui sera prise en compte.

L'objectif actuel est d'informer régulièrement sur ce dossier, avec des perspectives ultérieures de recherche en santé publique sur ce système très particulier et de plus en plus menacé.

Publications

Contributions à des ouvrages collectifs

Join-Lambert O., « Administration du travail », in A. Bévort, A. Jobert, M. Lallement (dir.), *Dictionnaire du travail*, Paris, PUF (à paraître en 2011).

Join-Lambert O., « Patronat et formation professionnelle », in J.-C. Daumas (dir.), *Dictionnaire biographique du patronat*, Paris, Flammarion, 2010.

Lochard Y., « L'association, un monde à part ? », in *Le travail associatif*, Matthieu Hély et Maud Simonet (dir.), Presses de Paris Ouest, (à paraître).

Articles

Bezes P., Join-Lambert O., « Introduction. Comment se font les administrations : analyser des activités administratives constituantes », *Sociologie du travail*, n° 2, avril-juin 2010.

Join-Lambert O., Lochard Y., « Construire le mérite dans la fonction publique d'Etat. Le cas de la Culture », *Sociologie du travail*, n° 2, avril-juin 2010.

Join-Lambert O., Lallement M., « Introduction. Au-delà du conflit et de la négociation ? », *Sociologie du travail*, débat, n°2, avril-juin 2011.

Join-Lambert O., Compte rendu de : Jacques Freyssinet, « Négocier l'emploi. 50 ans de négociations interprofessionnelles sur l'emploi et la formation », *Economie et sociétés* (à paraître).

Lecomte E., Quelle « réforme » pour quel système de santé du travail? *Pratiques*, mars 2010.

Rapports de recherche et documents de travail

Grimault S. (avec ENPC, Amnyos, CES), « Analyse statistique des conventions. Première exploitation des données », Rapport intermédiaire remis à la DATAR et la DGEFP, novembre 2010, 42 p.

Lochard Y., L'accompagnement bénévole des chômeurs. Le cas de l'association Solidarités Nouvelles face au chômage, IRES, Document de travail n° 01.10, juin 2010.

Interventions dans des colloques et séminaires scientifiques

Join-Lambert O. Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Histoire et sociologie du travail. Séminaire de Master. Intervention « L'Etat et la gestion des mobilités ». (Paris, 25 mars 2010)

Join-Lambert O. Centre Maurice Halbwachs (CMH). Séminaire annuel de l'équipe PRO. Intervention « Carrières de fonctionnaires : articulation des méthodes quantitative et qualitative ». (Foljuif, 14 juin 2010)

Lochard Y. CFE-CGC/UNSA/France Télécom - Orange. Séminaire. Communication « Les syndicats face à la Responsabilité Sociale des Entreprises ». (Le Kremlin Bicêtre, 10 mai 2010)

Autres interventions extérieures

Ligue des Droits de l'Homme (LDH). Soirée débat « Urgences sociales pour les libertés et pour les droits ». Intervention de Florence Lefresne, Antoine Math, Etienne Lecomte, Jean-Marie Pernot « Inégalités sociales, pauvreté, précarité » à partir du livre *La France du travail*. (Bondy, 13 février 2010)

Groupe Revenus

Pierre Concialdi, Noélie Delahaie, Michel Husson, Antoine Math, Estelle Sommeiller

Les travaux du groupe « revenus » ont porté en 2010 sur les trois grands axes définis par le programme scientifique :

- évolutions de la formation et de la répartition des revenus ;
- dynamiques salariales ;
- protection sociale.

Les travaux effectués en 2010 se caractérisent pour une grande majorité d'entre eux par le recours aux analyses fondées sur la comparaison internationale, en particulier celles portant sur la formation et les inégalités de revenus, le partage de la valeur ajoutée ou encore les différents domaines de la protection sociale. L'année 2010 a été l'occasion pour les membres du groupe de suivre le tournant des politiques d'austérité et de commencer à en analyser les conséquences sur les revenus et la protection sociale, et de contribuer par là même à l'élaboration du numéro spécial de la *Chronique internationale de l'IREs* sur le tournant des politiques d'austérité en Europe. Diverses contributions à la *Chronique internationale de l'IREs* ont permis de suivre plus particulièrement les conséquences sociales en Irlande (Noélie Delahaie), aux Etats-Unis (Estelle Sommeiller) et en Turquie (Antoine Math).

1. Formation et distribution des revenus (*Pierre Concialdi, Noélie Delahaie, Michel Husson, Estelle Sommeiller, avec Catherine Sauviat et Florence Lefresne*)

1.1. Le partage de la valeur ajoutée (*Michel Husson*)

La comparaison internationale sur le partage de la valeur ajoutée a débouché sur la publication d'un article dans la revue de l'Ires. Il montre que la tendance à la baisse de la part salariale depuis le début des années 1980 est un phénomène à peu près universel, bien documenté par divers organismes internationaux comme le FMI ou l'OCDE. Il s'accompagne d'un double écart : entre profit et investissement, d'une part, et entre salaires et dividendes, d'autre part. La baisse de la part des salaires n'a donc pas été consacrée par les entreprises à un surcroît d'investissement mais à une distribution accrue de dividendes à leurs actionnaires. Plusieurs études cherchent à expliquer ce phénomène à partir de changements dans les conditions de production mais cette ligne d'analyse manque de cohérence théorique et ne conduit pas à une lecture cohérente de l'ensemble des faits stylisés. Ni la substitution du capital au travail, ni les chocs exogènes (prix du pétrole ou taux d'intérêt réel) ne fournissent une explication satisfaisante des évolutions à l'œuvre

depuis plusieurs décennies. Il est alors possible de proposer un schéma d'interprétation et une esquisse de modélisation qui visent à rendre compte de cette cohérence d'ensemble.

1.2. Répartition des revenus, inégalités, pauvreté (Pierre Concialdi)

Pierre Concialdi a engagé en 2010 une analyse à long terme de la répartition entre revenus du travail et revenus du capital. L'objectif de ce travail est de croiser différentes approches (globales, par secteur institutionnel, par branche d'activité) afin de mieux comprendre les facteurs qui peuvent expliquer les évolutions de long terme de cette répartition. Ce travail devrait s'achever au cours du premier semestre 2011.

Au cours de l'année 2010, Pierre Concialdi a engagé l'actualisation du BIP40 (Baromètre des inégalités et de la pauvreté) dont la dernière édition publiée en 2007 porte sur l'année 2005. Ce travail se poursuivra en 2011. Il sera mené conjointement avec une équipe de recherche animée par Frédéric Lebaron qui travaille plus spécifiquement sur des indicateurs régionalisés du BIP40 dans le cadre d'une convention conclue avec le conseil régional de Picardie. Ce travail devrait aboutir en 2011 à une actualisation - au niveau national - du BIP40 jusqu'à l'année 2009.

La revue *« Interrogations »* projette dans un de ses prochains numéros à paraître en 2011 de revenir sur les transformations récentes de la condition salariale. Dans ce cadre, Pierre Concialdi prépare un article portant sur le thème général suivant : « Les transformations de la condition salariale sous l'effet du démantèlement rampant de l'Etat-providence ».

A la suite du symposium organisé les 17-18 octobre 2009 à Tokyo par la Maison franco-japonaise sur le thème « Est-il possible de construire une société sans exclusion? », les contributions présentées à ce symposium vont faire l'objet d'une publication en 2011. Dans ce cadre, Pierre Concialdi a rédigé un article (« *Employment at all costs? Limits and shortfalls of French employment policies* »).

1.3. Fiscalité, dépenses publiques et inégalités dans une perspective comparative (Estelle Sommeiller)

Un travail sur la fiscalité et les inégalités de revenu dans le nouveau régime de croissance est en cours. L'objectif est de parvenir à mieux comprendre les mécanismes par lesquels le capitalisme financier affecte, notamment depuis la crise financière de 2008, les recettes fiscales et la déformation du partage du revenu au détriment des 90% des foyers les moins riches. Le premier objectif est de dresser le bilan de la progressivité des systèmes fiscaux de plusieurs pays et de s'interroger sur les tendances à l'œuvre.

1.4. *Pauvreté des travailleurs en Europe (Noémie Delahaie, Estelle Sommeiller, avec Catherine Sauviat et Florence Lefresne)*

Un travail sur la question des « travailleurs pauvres » en Europe a été ouvert à partir d'une exploitation de la base de données EU-SILC qui permet d'aborder la question des travailleurs pauvres sous l'angle de la pauvreté économique individuelle (pour une présentation de ce travail, voir le groupe Emploi)

2. *Dynamiques salariales : épargne salariale et diversification des formes de rémunération (Noémie Delahaie avec Catherine Sauviat)*

Depuis le début des années 1990, l'individualisation et le développement des formes réversibles de rémunération (primes à la performance individuelle ou collective, épargne salariale, etc.) sont les deux caractéristiques de la transformation des politiques de rémunération en France. En 2010, les travaux se sont centrés sur les enjeux de ces formes de rémunération. Deux axes ont été privilégiés : le premier analyse les enjeux de l'épargne salariale en termes de flexibilité et d'incitation ; le second cherche à comprendre en quoi le renouvellement des politiques salariales modifie les modes de négociation salariale. Durant l'année 2010, l'IRES a également participé, en partenariat avec le CEE, le CES et le LEST, à l'élaboration d'un projet de recherche ANR.

2.1. *Epargne salariale et politiques de rémunération : incitation ou flexibilité ? (Noémie Delahaie)*

Dans la ligne des travaux menés dans sa thèse (soutenue en février 2010), Noémie Delahaie a poursuivi ses recherches sur le développement l'épargne salariale et ses enjeux pour les politiques de rémunération. Une recherche a été entamée avec Richard Duhautois (CEE) à la suite d'un appel à projet de la DARES (décembre 2010) et ayant pour thème « l'analyse économique des liens entre épargne salariale et politiques de rémunération ». Le contrat de recherche débute en 2011 pour une durée de 18 mois.

L'étude se concentre sur les enjeux de l'intéressement et de la participation aux bénéfices en termes de flexibilité salariale ou d'incitation des salariés. Le travail mobilise les données de l'enquête PIPA (enquête « Participation, Intéressement, Plan d'épargne entreprise et Actionnariat des salariés » menée par la DARES) sur la période 1999-2007. Une exploitation statistique est actuellement en cours et débouchera au cours de l'année 2011 sur l'élaboration d'un panorama des pratiques d'épargne salariale en France depuis 1999. Une estimation économétrique sera également menée afin d'étudier l'existence d'une relation causale entre les outils collectifs de partage du profit et les salaires.

2.2. Politiques de rémunération et négociations salariales (Noélie Delahaie)

Une recherche a été menée en collaboration avec Héroïse Petit (CEE et CES ; Responsable du projet) et Nicolas Castel (CEE) dans le cadre d'un contrat de recherche CEE-CFDT financé par une agence d'objectifs de l'IRES. Elle a donné lieu à la remise d'un rapport de recherche en novembre 2010.

La recherche vise à comprendre en quoi le renouvellement des politiques de rémunération modifie les enjeux de la négociation salariale. Elle s'appuie sur une étude quantitative des données de l'enquête REPONSE 2004-2005 (enquête « Relations Professionnelles et négociations d'entreprise » menée par la DARES) et sur une enquête monographique menée dans les secteurs de la construction automobile et des centres d'appel. L'étude propose dans un premier temps de dresser une typologie des politiques de rémunération en France. Celle-ci confirme les résultats des travaux antérieurs (notamment ceux de la DARES) en mettant en évidence le caractère complexe et diversifié des pratiques de rémunération. Le phénomène de diversification des formules de rémunération n'est pas uniforme ; l'étude statistique révèle que les profils de rémunération correspondent bien à des profils particuliers d'établissements (caractéristiques structurelles et économiques, stratégie commerciale, environnement concurrentiel et caractéristiques de la main-d'œuvre). Les travaux réalisés permettent également d'avancer quelques hypothèses sur la façon dont les transformations des pratiques de rémunération modifient les enjeux actuels de la négociation salariale. D'une part, ils mettent en évidence l'hypothèse d'une variété des formes de complémentarités possibles entre politiques salariales, négociations d'entreprise et de branche. D'autre part, ils discutent l'hypothèse de rôles et des effets différenciés des niveaux de négociation (branche/entreprise) sur les salaires. Statistiquement, le niveau de la branche ressort comme ayant un impact fort sur les niveaux et la dispersion des rémunérations, ce qui nuance la thèse d'un affaiblissement de la branche au profit de l'entreprise dans la régulation salariale.

Dans le prolongement du rapport CEE-CFDT, la question de l'influence des systèmes de négociation et des politiques de rémunération sur les inégalités de rémunération pourra être approfondie dans des travaux ultérieurs (notamment dans le cadre du projet FOR-REM, voir plus bas). Une valorisation du rapport sous la forme d'article est prévue pour l'année 2011.

2.3. Formes de rémunération : déterminants et enjeux (Noélie Delahaie avec Florence Lefresne et Catherine Sauviat)

En 2010, Noélie Delahaie, Florence Lefresne et Catherine Sauviat ont participé à l'élaboration d'un programme de recherche dans le cadre de l'ANR. Piloté par Jérôme Gautié (Université de Paris 1, CES et ISST) et fédérant l'IRES, le CEE, le CES et le LEST, le projet a pour thématique : « Les formes de rémunérations du travail et leurs évolutions

récentes : déterminants et enjeux » (FOR-REM). En cas de réponse favorable à la demande de financement adressée à l'ANR en janvier 2011, les travaux démarreront à l'automne 2011.

La participation de l'IRES concernera trois projets :

- « Intéressement et individualisation : une analyse à partir de l'étude d'accords d'entreprise » (Noélie Delahaie, Catherine Sauviat)

Bien que l'intéressement soit un outil collectif de rémunération, le montant et les critères pris en compte dans le calcul de cette prime dépendent parfois d'éléments « individualisants » rendant floue la frontière entre objectifs individuels et collectifs. Le travail proposé vise à approfondir la connaissance des enjeux et des déterminants de l'intéressement pour les politiques de rémunération en France, en se centrant sur le contenu des accords d'intéressement. La méthode d'investigation combinera une exploitation des données statistiques (notamment l'enquête REPONSE menée par la DARES) et une étude qualitative basée sur des monographies d'accords.

- « Etude du lien entre formes de rémunération et négociations collectives » (Noélie Delahaie, avec Héloïse Petit, CEE et CES, responsable du projet et Nicolas Castel, CEE)

Le deuxième projet s'inscrit dans le prolongement de la recherche menée par Noélie Delahaie, Nicolas Castel et Héloïse Petit (Rapport de recherche CEE-CFDT, 2010) et se centre sur l'analyse des liens entre les négociations d'entreprise et/ ou de branche et les politiques salariales. Le travail articulera une étude statistique des différentes vagues de l'enquête REPONSE (1991-1992 ; 1998-1999 ; 2004-2005) et une enquête qualitative à partir d'une monographie du secteur des centre d'appels.

- « La diversité des formes de rémunération : éléments de comparaison internationale » (Noélie Delahaie, avec Christine Erhel, CEE et CES, responsable du projet ; Héloïse Petit, CEE et CES ; Pierre Courtioux, CES ; Marie Salognon, CES)

Le dernier projet portera sur une comparaison internationale des formes de rémunération, notamment une analyse comparative des pratiques salariales des entreprises et un panorama comparatif des rémunérations des salariés dans l'Union Européenne. Des bases de données européennes de la Fondation de Dublin (notamment de l'*European Company Survey* 2009) et d'Eurostat (notamment l'enquête SILC-EU) feront l'objet d'une exploitation statistique.

3. Protection sociale (*Pierre Concialdi, Michel Husson, Antoine Math*)

Sur la protection sociale, l'année 2010 a été plus particulièrement l'occasion de travailler sur les politiques sociales en direction des familles, les questions d'accès aux droits sociaux et les retraites. Mais d'autres thèmes ont fait l'objet d'un suivi comme l'assurance maladie, la dépendance et les revenus des chômeurs (assurance chômage, RSA).

A noter également la publication en 2010 d'un glossaire de la protection sociale en Chine, finalisé par Pierre Concialdi avec deux collègues (Catherine Lévy et Weihong Liu) dans la suite des travaux menés dans le cadre d'un programme de recherche franco-chinois financé par le CNRS.

3.1. Politiques sociales en direction des familles (*Antoine Math*)

Les politiques sociales en direction des familles (prestations monétaires, aides à travers la fiscalité, congés pour raisons familiales, services en nature, modes de garde des enfants...) se trouvent à l'intersection des politiques de revenus, d'emploi et de protection sociale. Elles sont étroitement liées à la problématique des inégalités entre hommes et femmes dans les sphères domestiques et professionnelles. Il est prévu de poursuivre les travaux sur les politiques familiales, en particulier sur les travaux de comparaison internationale et les travaux sur les évolutions de ces politiques.

- Modes de garde des enfants et professionnalisation des métiers : le cas des assistant-e-s maternel-e-s

Une recherche a été entamée avec Jeanne Fagnani (CNRS, Université Paris 1) à la suite d'un appel d'offre de la CNAF sur les métiers de la petite enfance. Le travail porte sur la question de la professionnalisation des assistant-e-s maternel-e-s (les quelque 300.000 assistants maternels agréés accueillent environ 550.000 enfants de moins de trois ans). Sur cette question, de récents rapports officiels et divers travaux ont montré que la situation était jusqu'à présent peu satisfaisante. Depuis la loi de juillet 2005, il semblerait toutefois que des étapes décisives aient été franchies : efforts en matière de formation, développement des relais assistant maternel, expériences des mini-crèches, amélioration des critères retenus pour l'octroi de l'agrément et conscience accrue de l'importance de l'enjeu de la professionnalisation des AM. La recherche consiste à compléter le panorama et le bilan des mesures en faveur de la professionnalisation des AM depuis le début des années 2000 par des entretiens qualitatifs auprès d'AM et auprès d'acteurs impliqués et surtout à mener, avec la CAF du Val-de-Marne, une enquête quantitative postale auprès de parents utilisateurs de modes de garde. L'objectif sera d'identifier et de comprendre les freins et les résistances d'ordre institutionnel, économique ou culturel à une avancée significative de la professionnalisation et de la valorisation du métier d'assistant maternel. A la fin 2010, si la plupart des entretiens qualitatifs avaient été réalisés, en revanche la

partie quantitative a pris beaucoup de retard. Le questionnaire postal bien que finalisé et testé au 1^{er} trimestre 2010, n'a été envoyé par la CAF du Val-de-Marne qu'à la mi janvier 2011 suite à des difficultés logistiques.

- Comparaison des politiques publiques en matière de conciliation entre vies professionnelle et familiale

Le suivi de ces questions au niveau de l'UE se poursuit, en particulier à travers les nouvelles directives sur les congés maternité ou les congés parentaux, adoptées ou en cours d'adoption (deux articles ont été réalisés en 2010 dans le cadre de la *Chronique internationale de l'IREES*).

Les travaux comparatifs menés sur les politiques publiques en matière de conciliation entre vies professionnelle et familiale se poursuivent. L'année 2010 a été l'occasion de valoriser et d'actualiser des travaux antérieurs sur la comparaison des politiques familiales entre la France et l'Allemagne, ou encore sur les évolutions des politiques de modes de garde.

3.2. Accès aux droits sociaux et égalité des droits en matière sociale (Antoine Math)

L'enjeu de l'accès aux droits sociaux et de son corollaire, l'exclusion des droits, est une question suivie depuis longtemps dans le cadre de travaux portant sur la notion de « non recours aux prestations sociales ». Des formes d'exclusions, d'inégalités ou de discriminations, même si elles ne touchent que des populations particulières ou considérées comme marginales du point de vue quantitatif, ne sont pas sans poser problème au regard de l'évolution des normes sociales de l'ensemble du monde du travail.

- L'accès à la protection sociale des ressortissants communautaires et les Roms

Un travail est mené depuis 2009 sur l'évolution des droits sociaux des ressortissants communautaires vivant en France, et en particulier sur les évolutions récentes qui n'ont pas été linéaires. Près d'un demi-siècle après la mise en place du Marché commun et de la liberté de circulation des travailleurs, les citoyens européens avaient enfin obtenu la reconnaissance effective de l'égalité des droits, sous la pression des luttes et du droit communautaire. A partir de la fin des années 1990, cette égalité était largement devenue une réalité, dans les textes comme dans les pratiques des organismes de protection sociale. Cette situation reflétait une évolution des mentalités ayant conduit à une assimilation aux nationaux et, en retour, renforçait la réalité du principe d'égalité entre citoyens européens. Mais l'attitude des pouvoirs publics français vis-à-vis des ressortissants communautaires en matière d'accès à la protection sociale s'est toutefois modifiée vers 2004-2005, en lien manifeste avec l'élargissement de l'UE à des pays d'Europe centrale et orientale et l'installation, plus fantasmée que réelle, de citoyens pauvres de Roumanie et de Bulgarie,

deux pays devenus membres de l'UE à partir du 1^{er} janvier 2007. De nouveaux textes et de nouvelles pratiques des caisses de sécurité sociale ont abouti à des refus de prestations qui étaient auparavant accordées. À côté de ces changements, on a constaté des pratiques très variables d'un endroit à l'autre, changeantes au cours du temps, abusives voire illégales, et souvent discriminatoires selon la nationalité du ressortissant communautaire, par exemple selon que le citoyen européen est britannique ou qu'il est roumain, a fortiori s'il est Rom. Les citoyens européens mobiles semblent devoir payer la crise de légitimité profonde que connaît le projet de construction européenne.

Ce travail se fonde sur un recueil d'observations, essentiellement d'origines associatives diverses, sur des entretiens et des échanges, et sur un suivi continu et une analyse des textes et des pratiques dans le domaine de la protection sociale. Il a abouti à deux valorisations, un article sur les évolutions concernant plus particulièrement la protection maladie et l'accès aux soins, l'autre couvrant l'ensemble de la protection sociale et incluant notamment les prestations familiales et les minima sociaux. Une proposition de communication visant à mieux analyser les comportements et stratégies des acteurs sera proposée pour le 4^{ème} congrès de l'Association Française de Sociologie (AFS).

- Autres travaux sur l'accès aux droits sociaux

Dans le cadre du suivi sur la protection sociale à Mayotte, une terre ultramarine de l'ex Empire français en cours de départementalisation, dont le système de protection sociale est resté distinct de celui existant en métropole et dans les DOM, une analyse de l'évolution de la politique sociale menée en direction des familles a été engagée et devrait donner lieu à une publication en 2011.

Un suivi de la réforme de l'Aide médicale de l'Etat dans le cadre de la loi de Finances pour 2011 est mené depuis l'été 2010. Un suivi est également effectué sur les droits sociaux des vieux migrants en France. Ces travaux se poursuivront en 2011.

3.3. Les retraites (Pierre Concialdi, Michel Husson, Antoine Math)

- Sécurité économique des personnes âgées et équilibre du système de retraite (Pierre Concialdi)

Le réseau ENRSP (*European Network for Research on Supplementary Pensions*) a organisé le 10 septembre 2010 une conférence internationale à Washington sur le thème « *Imagining the Ideal Pension System: Why Goals and Approaches vary across Countries?* ». L'objectif était de procéder à des analyses nationales tentant de rendre compte des différentes conceptions d'un tel système idéal selon les pays. Le système idéal de retraite était évalué à partir de trois objectifs : améliorer la couverture, partager les risques, et verser des pensions adéquates. Pierre Concialdi a présenté une communication réalisée en commun avec

Lucy apRoberts sur le cas de la France (« *Toward the Ideal Pension System for France* »). Les contributions présentées à cette conférence seront rassemblées dans un volume à paraître au cours de l'année 2011. A l'automne 2011, le réseau ENRSP tiendra sa réunion annuelle à Münster. Le thème de ce séminaire est « *Limiting Risk through Guarantees and Regulation* ». Dans le contexte de la crise financière mondiale, il s'agit de discuter des divers outils, en termes de garanties et de réglementations, susceptibles d'éviter les pertes importantes que certains salariés ont pu subir dans les années récentes dans un certain nombre de pays, en particulier ceux dont une partie importante de la retraite est fondée sur l'épargne financière.

Pierre Concialdi a également été sollicité à l'automne par la *Japan Economic Foundation* pour contribuer à un numéro spécial de la revue *Japan spotlight* consacré au vieillissement. L'article porte sur les conséquences du vieillissement dans l'Union européenne et les réformes engagées dans les différents pays au cours des vingt dernières années (« *Aging & Pensions in EU* »).

- Entretiens de l'IRES - Où vont les systèmes de retraite ? (collectif)

Les 12^{èmes} entretiens de l'IRES en octobre 2010 ont été consacrés à l'évolution des systèmes de retraites en Europe et aux Etats-Unis. Une première table-ronde a passé en revue les expériences de quelques pays (Allemagne, Finlande, Royaume-Uni, Etats-Unis), mettant en lumière les spécificités de chacun d'eux et soulignant dans certains cas (Allemagne, Finlande) l'absence de consensus sur des mesures telles que le recul de l'âge de la retraite. Une seconde table-ronde a proposé, à partir de cette approche comparative, des éléments de réflexion sur les contours de la réforme française de 2010 en abordant deux questions particulières : celle de la prise en compte de l'usure professionnelle et de la pénibilité, et celle des inégalités.

- Le suivi des réformes du système de retraite français et la perspective des comptes notionnels (Pierre Concialdi, Michel Husson, Antoine Math)

La réforme du système de retraite français a été l'occasion durant l'année 2010 pour les membres du groupe de nombreuses sollicitations et interventions sur les changements induits par la réforme, en particulier sur les conséquences pour les futurs retraités.

Pierre Concialdi a publié un ouvrage de vulgarisation sur les enjeux et débats concernant les retraites (*Retraites : en finir avec le catastrophisme*). Il met également à jour un article de l'Encyclopaedia Universalis sur « Débats et réformes autour des retraites ».

Le suivi de la réforme a aussi porté, à travers quelques publications, sur les évolutions ultérieures envisagées, comme la transformation du système français de retraite en un système à points ou un système à comptes notionnels (Antoine Math).

La question des retraites pourrait donner lieu à d'autres travaux de recherche en fonction des opportunités qui pourraient se présenter.

- La générosité des systèmes de retraites dans une perspective comparative (Antoine Math)

Le concept de générosité est fréquemment utilisé dans la littérature sur les systèmes de retraite. Il est au coeur des comparaisons entre régimes d'un même pays ou entre pays. Cette notion est aussi fréquemment invoquée lors de la mise en oeuvre de réformes visant à restreindre la générosité supposée du système de retraite ou de tel ou tel régime. Mais ce terme commun revêt de nombreuses acceptions possibles. Un travail mené par Antoine Math avec Samia Benallah (CNAV), Carole Bonnet (INED) et Claire El Moudden (CREM, Université de Caen) a ainsi pour objectif de questionner cette notion, souvent utilisée mais moins fréquemment explicitée dans la littérature, à travers la comparaison de la Turquie, de la France et trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). Leurs systèmes de retraite, financés en répartition et avec une forte composante bismarckienne, sont fréquemment présentés comme généreux, ce même terme recouvrant des situations très contrastées. Après une revue de la littérature sur cette thématique, il s'agit de construire des indicateurs des différents types de générosité recensés (en s'appuyant sur des méthodes d'analyse des données). Une des difficultés importantes du travail réside dans l'harmonisation des données afin d'assurer la comparabilité des indicateurs. L'objectif final est d'étudier comment la générosité a évolué dans les différents pays concernés et ce, en lien avec les réformes de retraite. En 2010, une communication a été présentée au colloque Capright à Montevideo et un projet de communication a été retenu pour le colloque international pluridisciplinaire du 17 au 19 mars 2011 de Meknès sur « Vieillesse de la population dans les pays du Sud : Famille, Conditions de vie, Solidarités publiques et privées... ». Ce travail s'inscrit également dans le cadre du suivi des questions économiques et sociales en Turquie pour la *Chronique internationale de l'IRES*.

Publications

Ouvrages

Concialdi P., *Retraites : en finir avec le catastrophisme*, éditions Lignes de Repères, 2010.

Contributions à un ouvrage

Concialdi P. (avec Lucy apRoberts), « Toward the Ideal Pension System for France » (à paraître).

Concialdi P., « Employment at all costs? Limits and shortfalls of French employment policies » (à paraître).

Math A. (2010), « Droit de circuler et protection sociale » in Beaujeu *et alii*, *Liberté de circulation : un droit, quelles politiques?*, Expressions.

Articles

Concialdi P., « Aging & Pensions in EU » *Japan Spotlight*, March/April 2011 ((à paraître).

Husson M. (2010), « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *La Revue de l'Ires* n°64.

Husson M. (2010), « Les dividendes doivent financer les pensions », *La Terre*, 9-15 février 2010.

Husson M. (2010), « Financement des retraites : un algorithme », *Nouveaux Regards* n°49, juin 2010.

Husson M. (2010), « Euro : le ver était dans le fruit », *le Snesup* n°586, juin 2010.

Husson M. (2010), « Quelles réponses progressistes ? », *Les temps nouveaux* n°1, juin 2010.

Math A (2010), « Recent Reforms in French And German Family Policies, Similar Challenges, Different Responses » (avec Jeanne Fagnani), *Sociologia, Problemas e Práticas*, n°64, Sept-Dezembro 2010.

Math A. (2010), « Roms et autres : le droit à la protection sociale des ressortissants communautaires », *Droit social*, n°11.

Math A. (2010), « La réforme suédoise : des choix novateurs ? », *Problèmes économiques* n°2999, juillet 2010.

Math A. (2010) « Droit à la santé des ressortissants communautaires vivant en France : les difficultés d'accès à la protection maladie et aux soins », *Hommes et migrations* n°1282.

Sauviat C., Sommeiller E. (2010), « Etats-Unis : l'assurance maladie verra-t-elle le jour ? », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2990, 3 mars.

Rapports de recherche et autres documents de travail

Castel N., Delahaie N., Petit H. (2010), « Quels modes de négociation face à des politiques salariales renouvelées ? », Rapport de recherche, convention de recherche CEE-CFDT, novembre 2010 (115 p.).

Concialdi P. (avec Catherine Lévy et Weihong Liu), « Glossaire de la protection sociale en Chine », *Documents de travail de l'IREES*, n°2, 2010

Delahaie N. (2010), « L'épargne salariale en France : quels enjeux pour les politiques de rémunération ? Un examen empirique et théorique du partage du profit associé à un plan d'épargne entreprise », *Thèse de doctorat en Economie*, Université de Paris-Est (294 p.).

Husson M. (2010), « L'irrésistible ascension des dividendes », note *hussonet* n°10, mai 2010

Husson M. (2010), « Inégalités et développement », note *hussonet* n°28, novembre 2010

Husson M. (2010), « Qui paie les retraites ? », note *hussonet* n°27 novembre 2010

Husson M. (2010), « Qui joue contre l'euro ? », note *hussonet* n°29, décembre 2010

Interventions dans des colloques ou séminaires

Concialdi P., « Qu'importe le travail, pourvu qu'on ait le RSA », Séminaire TEMPS (Travail, Emploi, Protection sociale) sur « La pauvreté laborieuse en questions », Centre d'économie de la Sorbonne. (Paris, 25 mars 2010)

Concialdi P., « Toward the Ideal Pension System for France », Conférence « Imagining the Ideal Pension System: Why Goals and Approaches vary across Countries? » organisée par le réseau ENRSP. (Washington, 10 septembre 2010)

Concialdi P., « Retraites : enjeux et alternatives », Séminaires Hétérodoxies du Centre d'économie de la Sorbonne. (Paris, 9 novembre 2010)

Delahaie N. (avec Florence Lefresne et Catherine Sauviat) « The working poor, an approach in terms of poverty in earned income: first draft from a SILC cross-country study », Projet intégré européen CAPRIGHT, Resources, rights and capabilities : in search of social foundations for Europe. 7ème Conférence internationale. (Gênes, 9-12 mars 2010)

Delahaie N. (avec Chapat H. et Diaye M.-A.), « Profit Sharing, Company Savings Plan, Wage Level and Firms Performances: an Empirical Analysis with French Data », Conference of the International Association For the Economics of Participation (IAFEP). (Paris, 8-10 juillet 2010)

Delahaie N. (avec Petit H.), « How Wage Bargaining and Pay Policy influence Wage Inequalities at the Establishment Level? The case of France », Conference of the Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE), (Philadelphie, juin 2010) ; International Working Party on Labour market Segmentation (IWPLMS) (Valence, juillet 2010)

Sommeiller E., « The working poor in Europe: a labour-market approach », Seminar on poverty, social exclusion and employment in Europe, ETUI. (Bruxelles, 30 novembre 2010)

Autres interventions

Concialdi P., « RSA : Rien A Signaler pour les femmes ? », Intervention au débat organisé par le MAGE. (Paris, 19 mai 2010)

Concialdi P., « Les aspects économiques et financiers de la question des retraites », Congrès de la FSU du Haut-Rhin. (Mulhouse, 24 mai 2010)

Concialdi P., Intervention à la conférence-débat « Retraites sous influence » organisée par la CGT-FO. (Nice, 26 mai 2010)

Concialdi P., « Précarité, carrières discontinues et dysfonctionnement du marché du travail », Formation de syndicalistes CGT-FO, ISST, Université de Paris I. (Paris, 1^{er} décembre 2010)

Concialdi P., « Le financement de la protection sociale », Formation de mutualistes de la FNMF (quatre interventions à Paris, Toulouse et Dijon au cours de l'année 2010)

Delahaie N., « Épargne salariale et politiques de rémunération : quels enjeux ? », module « Gestion du travail et de l'emploi ». (Université de Rennes 2, décembre 2010)

Delahaie N. (avec Annie Jolivet et Jean-Marie Pernot), « la France du travail » Présentation de l'ouvrage. (Paris, 3 juin 2010)

Husson M., « Le partage de la valeur ajoutée », Rencontres FSU/Solidaires. (IUFM Rennes, 9 juin 2010)

Husson M., « La réforme des retraites », journée de travail organisée par la CGT-Thalès. (Courcelle-sur-Yvette, 17 juin 2010)

Math A., « Les évolutions de la protection sociale en France », Formation de syndicalistes CFDT, ISSTO, Université de Rennes 2. (Rennes, 6 janvier 2010)

Math A., « L'analyse de longue période des comptes de la protection sociale et ses enseignements critiques », Formation de syndicalistes CGT-FO, ISSTO, Université de Rennes 2. (Rennes, 13 janvier 2010)

Math A., « Où va notre protection sociale ? », Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES). (Paris, 11 février 2010)

Math A., « Inégalités sociales, pauvreté, précarité », Soirée débat « Urgences sociales pour les libertés et pour les droits », Ligue des Droits de l'Homme (LDH). (Bondy, 13 février 2010)

Math A., « Atouts et faiblesses des systèmes de retraite à compte notionnel : les exemples suédois et italien », Formation de syndicalistes CGT, ISSTO, Université de Rennes 2. (Rennes, 3 mars 2010)

Math A., « Les évolutions de la protection sociale en France », Réunion du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales du Sud-Finistère. (Quimper, 12 mars 2010)

Math A. (avec Jean-Marie Pernot et Catherine Sauviat), « La France du travail », présentation du livre et débat, CFE-CGC. (Paris, 16 avril 2010)

Math A., « Minima sociaux : évolutions, impacts, perspectives », Formation de syndicalistes CGT, ISSTO, Université de Rennes 2. (Rennes, 4 juin 2010)

Math A., « Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Etat des lieux et perspectives », Rencontre interrégionale « famille », CFTC. (Poitiers, 2 juillet 2010)

Math A., « Les comparaisons internationales des politiques familiales », Haut Conseil de la Famille, Réunion du groupe de travail technique. (Paris, 2 septembre 2010)

Math A., « Politiques familiales : perspective européenne », Formation de syndicalistes CFDT, ISSTO. (Nantes, 22 septembre 2010)

Math A., « Les évolutions de la protection maladie », 17^{ème} congrès national du SNPTAS-CGT. (Toulouse, 11-12 octobre 2010)

Math A., « L'accueil des jeunes enfants, un investissement pour l'avenir », Formation administrateurs CAF de la CGT, ISST Université Paris 1 ; (Bourg-la-Reine, 10 novembre 2010)

Math A., « Droits sociaux et assignation à résidence des vieux migrants », Séminaire « Droits sociaux et politiques publiques à l'égard des vieux migrants » organisé par l'ATMF. (Gennevilliers, 11 décembre 2010)

Axe transversal « emploi public et gestion des personnels publics »

Groupe Emploi (Christèle Meilland, Mouna Viprey), Groupe Relations professionnelles (Catherine Vincent), Groupe Travail (Odile Join-Lambert, Yves Lochar)

Les transformations organisationnelles en cours dans les différentes fonctions publiques s'accompagnent de profondes évolutions de la gestion des personnels publics s'inspirant largement de formes de management de l'entreprise (développements de projets de service, responsabilisation des agents sur les objectifs, réforme de l'évaluation, loi et décret sur la mobilité...). Elles s'accompagnent également d'une modification des règles du dialogue social : décentralisation des instances paritaires, généralisation de la négociation et, plus récemment, modification des critères de représentativité.

Bien que ces thématiques n'aient pas été directement au centre de l'activité de recherche de l'IRES au cours des dernières années, des chercheurs des groupes emploi, relations professionnelles et travail ont proposé dans le PSMT 2010-2011 de faire des enjeux autour de l'emploi public l'objet d'un travail approfondi. La mise en commun de l'expertise existante et de nos différentes approches disciplinaires n'a pas débouché en 2010 sur la concrétisation d'un projet commun. En revanche, les chercheurs de l'axe transversal ont contribué à la réalisation du contrat signé par Bernard Brière entre l'IRES et la DGFIP. Il s'agit d'un contrat d'accompagnement et de médiation du processus mis en place par la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) du ministère des Finances pour l'amélioration des conditions de travail. Conséquence de la création de cette nouvelle direction par la fusion progressive de celle des Impôts et celle de la Comptabilité Publique, la dégradation des conditions de travail, dénoncée par les organisations syndicales, a poussé la direction de la DGFIP à mettre en place une telle démarche, pilotée par un comité de suivi national. Ce processus se décline en plusieurs étapes plus ou moins concomitantes (pour de plus amples informations, voir le bilan du groupe travail).

La participation des chercheurs de l'axe transversal emploi public a été d'accompagner la mise en place d'espaces de dialogues (EDD). Il s'agit de groupe d'expression libre des agents de la DGFIP sur leurs conditions de travail. Le processus a jusque-là été expérimental : des EDD se sont tenus dans six départements. Leurs retranscriptions ont eu pour objectif de fournir à la direction de la DGFIP un document récapitulatif le sentiment des agents vis-à-vis de leurs conditions de travail, les manques et les souhaits. Cette expérience a permis aux chercheurs de l'axe d'accéder à un matériau riche, produit par les agents eux-mêmes, qui donne la mesure des conséquences sur le travail concret des agents des réductions d'effectif et de la RGPP.

La Revue de l'IRES

N° 64, 2010/1.

Maurice Joël, Héritier Pierre, « Salaires et crise »

Husson Michel, « Le partage de la valeur ajoutée en Europe »

Rehfeldt Udo, Vincent Catherine, « Les administrateurs syndicaux dans la gestion paritaire de l'assurance maladie : une comparaison franco-allemande »

Jany-Catrice Florence, Puissant Emmanuelle, « L'aide à domicile face aux services à la personne et registres d'action contradictoires : des politiques aux organisations »

Viprey Mouna, « Immigration choisie, immigration subie : du discours à la réalité »

N° 65, 2010/2. Numéro spécial sur « Repenser la représentation collective »

Dufour Christian, Murray Gregor, Peetz David, Yates Charlotte, « Repenser la représentation collective : introduction »

Hyman Richard, Gumbrell-McCormick Rebecca, « Syndicats, politique et partis : une nouvelle configuration est-elle possible ? »

Levesque Christian, Murray Gregor, « Comprendre le pouvoir syndical : ressources et aptitudes stratégiques pour renouveler l'action syndicale »

Dufour Christian, Hege Adelheid, « Légitimité des acteurs collectifs et renouveau syndical »

Voss Kim, « Dilemmes démocratiques : démocratie syndicale et renouveau syndical »

Peetz David, « L'individualisme tue-t-il le collectivisme ? »

Yates Charlotte, « Comprendre le travail de soins, syndiquer les femmes : comment le cadrage d'un problème modèle une stratégie syndicale »

Snell Darryn, Fairbrother Peter, « Les syndicats, acteurs de l'environnement »

N° 66, 2010/3.

Farvaque Nicolas, Lefebvre Marion, « Les salariés de PME : d'une spécificité des relations »

sociales à un rapport particulier aux Prud'hommes ? »

Beaujolin-Bellet Rachel, Bobbio Myriam, « Développer une véritable démarche de contrôle et d'évaluation des cellules de reclassement »

Lemière Séverine, Silvera Rachel, « Un salaire égal pour un travail de valeur comparable entre les femmes et les hommes. Résultats de comparaisons d'emplois »

Da Costa Isabel, Rehfeldt Udo, Müller Torsten, Telljohann Volker, Zimmer Reingard, « Les accords-cadres européens et internationaux : nouveaux outils pour des relations professionnelles transnationales »

N° 67, 2010/4 (à paraître)

Yerochewski Carole, « Comment syndicats et *outsiders* à se mobiliser conjointement : le cas de l'économie solidaire au Brésil »

Maggi-Germain Nicole, « Le choix du niveau de négociation : l'exemple des accords "libératoires" sur l'emploi des travailleurs handicapés »

Blatgé Marion, « Le handicap : objet de négociation collective ou de communication ? »

Dufour Christian, Hege Adelheid, « Intégration ou exclusion ? Les logiques d'action des entreprises allemandes face à la longue maladie et au handicap. La représentation collective peut-elle faire la différence ? »

Dujin Annie, Maresca Bruno, « Les salariés atteints de longue maladie. Situation française » (titre provisoire)

La Chronique internationale de l'IRES

(Annie Jolivet, Yves Lochard, Lyubica Curich, Emilie Potin Suau)

Animée depuis janvier 2010 par Annie Jolivet et Yves Lochard, la revue a maintenu son rythme de publication bimestriel avec cinq numéros consacrés à l'actualité sociale à l'étranger et un numéro thématique. Au total, quarante-sept articles ont été publiés en 2010, dix articles provenant en totalité d'auteurs extérieurs à l'IRES.

Le numéro spécial, intitulé « L'Etat social à l'épreuve de l'austérité », est consacré à l'analyse de la généralisation des plans d'austérité consécutive à la crise économique et financière de 2008. Ce numéro spécial 2010 a fait l'objet des Entretiens de l'Ires qui se sont tenus au CESE le 3 février 2011 et auxquels ont participé, outre certains auteurs de ce numéro, des syndicalistes des confédérations françaises, de la CES et du TUAC. Un compte-rendu de cette journée est publié dans un numéro double de la *Lettre de l'IRES* (octobre 2010-mars 2011).

Des contacts ont été pris en 2010 avec de nouveaux auteurs extérieurs à l'IRES. A la fois pour des collaborations occasionnelles *a priori* (Italie, Argentine, Pakistan) et pour des contributions régulières (Chine, Australie/Singapour). Il s'agit à la fois d'étendre la couverture géographique de la *Chronique internationale* mais aussi d'assurer une certaine programmation du contenu des numéros. La fiche auteur a été mise à jour pour faciliter les échanges avec les auteurs.

Depuis 2010, l'ensemble des opérations éditoriales est réalisé au sein de l'IRES. La lecture des articles non seulement par les responsables de la Chronique mais aussi par un chercheur de l'IRES reste systématique.

Articles publiés en 2010

Algérie

Alleki N. (2010), « Algérie - La politique pour l'emploi des jeunes : budgets importants mais crise de confiance », n° 123, mars, p. 35-47.

Allemagne

Bispinck R., Dribbusch H., Schulten T. (2010), « Allemagne - Erosion continue ou nouvelle stabilisation de la négociation collective de branche ? », n° 126, septembre, p. 39-56.

Chagny O. (2010), « Allemagne - De l'équilibrisme dans la restriction budgétaire », n° 127, novembre, n° spécial, p. 84-97.

Veil M. (2010), « Allemagne - Le rôle accru des entreprises dans la nouvelle politique familiale », n° 122, janvier, p. 25-36.

Argentine

De Gracia G. (2010), « Argentine - Renforcement de la bureaucratie syndicale dans l'économie informelle ? », n° 122, janvier, p. 37-46.

Belgique

Viprey M. (2010), « Belgique - Mesures de relance économique : entre dette et déficit », n° 127, novembre, n° spécial, p. 199-210.

Danemark

Meilland C. (2010), « Danemark - Le marché du travail danois : un modèle en crise ? » n° 125, juillet, p. 15-24.

Meilland C. (2010), « Danemark - La crise, l'austérité et le modèle de flexicurité », n° 127, novembre, n° spécial, p. 211-221.

Espagne

Vincent C. (2010), « Espagne - Tensions sociales face au plan de rigueur et à la réforme des retraites », n° 123, mars, p. 3-7.

Vincent C. (2010), « Espagne - Chroniques d'une rigueur espagnole imposée », n° 127, novembre, n° spécial, p. 113-121.

Etats-Unis

Sauviat C., Sommeiller E., 2010, « Etats-Unis - Une réforme de la santé en demi-teinte », mai, n° 124, p. 3-13.

Sauviat C., Sommeiller E., 2010, « Etats-Unis - L'exception américaine à la peine », n° 127, novembre, n° spécial, p. 98-112.

Finlande

Jolivet A. (2010), « Finlande - Le relèvement de l'âge de la retraite ne fait pas consensus », n° 126, septembre, p. 16-25.

Grèce

Karamessini M. (2010), « Grèce - Crise de la dette publique et « thérapie de choc » », n° 127, novembre, n° spécial, p. 122-136.

Irlande

Delahaie N. (2010), « Irlande - La crise du partenariat social face à la rigueur budgétaire », n° 124, mai, p. 25-37.

Delahaie N. (2010), « Irlande - L'austérité budgétaire pour sauver les banques », n° 127, novembre, n° spécial, p. 144-154.

Italie

Carrieri M. (2010), « Italie - La difficile recherche d'une décentralisation vertueuse de la négociation collective », n° 123, mars, p. 8-21.

Pays-Bas

Wierink M. (2010), « Pays-Bas - La retraite à 67 ans, un projet de loi qui divise les Pays-Bas », n° 122, janvier, p. 11-24.

Wierink M., Pitzalis L. (2010), « Pays-Bas - Neuf semaines de grèves dans le secteur du nettoyage », n°125, juillet, p. 3-14.

Wierink M. (2010), « Pays-Bas - Les partenaires sociaux tentent de reprendre la main sur les retraites », n° 126, septembre, p. 3-15.

Pakistan

Un-Nisa Z. (2010), « Pakistan - Salaire minimum et négociation collective : initiatives émergentes dans le secteur informel », n° 123, mars, p. 2-34.

Pologne

Portet S. (2010), « Pologne - Du laisser-faire au plan de rigueur budgétaire : les errements de la politique fiscale polonaise », n° 127, novembre, n° spécial, p. 176-183.

Portugal

Pernot J-M. (2010), « Portugal - De la crise à la crise », n° 124, mai, p. 38-45.

Pernot J.-M. (2010), « Portugal - La saignée, la saignée, la saignée ! », n° 127, novembre, n° spécial, p. 137-143.

Roumanie

Boboc C., Calavrezo O. (2010), « Roumanie - Une crise profonde et un dialogue social difficile », n° 127, novembre, n° spécial, p. 184-198.

Royaume-Uni

Join-lambert O. (2010), « Réforme de la poste dans la tourmente de la crise financière », mai, n° 124, p. 14-24.

Lefresne F. (2010), « Royaume-Uni - Le plan d'austérité le plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale », n° 127, novembre, n° spécial, p. 72-83.

Australie/Singapour

Le Queux S., Waring P. (2010), « Australie/Singapour - Deux exemples de résilience à la crise financière », n° 127, novembre, n° spécial, p. 222-230.

Turquie

Aslan G., Math A. (2010), « Turquie - Rigueur budgétaire, austérité pour les travailleurs : encore et toujours ? », n° 127, novembre, n° spécial, p. 155-175.

Union Européenne/Europe

Kahmann M. (2010), « Union européenne - Vers une politique européenne d'immigration économique ? Avancées et reculs », n° 125, p. 33-45.

Lefresne F., Sauviat C. (2010), « La crise comme révélateur des enjeux de l'Union européenne », n° 127, novembre, n° spécial, p. 56-71.

Math A. (2010), « Union européenne - La nouvelle directive sur le congé parental : un réel succès du dialogue social européen ? », n° 122, janvier, p. 3-10.

Math A. (2010), « Union européenne - Nouvelle directive maternité : une difficile gestation », n° 126, septembre, p. 26-38.

Rehfeldt U. (2010), « Europe - Le sauvetage de General Motors en Europe », n° 125, juillet, p. 25-32.

Articles transversaux n° spécial

Lochard Y., Pernot J.-M. (2010), « 2010, année terrible. Les relations sociales à l'épreuve de l'austérité », n° 127, novembre, n° spécial, p. 40-55.

Math A. (2010), « La généralisation à tous les pays des plans d'austérité : une rigueur budgétaire très inégale », n° 127, novembre, n° spécial, p. 3-39.

Math A. (2010) « Post-scriptum. Quelles alternatives aux politiques actuelles de rigueur ? », n° 127, novembre, n° spécial, p. 231-235.

Contribution du Centre de Documentation

Laura Tedesco, Benoît Robin

Fort de plus de 117.000 références bibliographiques extraites des multiples supports possédés dans le fonds documentaire de l'Institut, le *Centre de documentation* de l'Institut de recherches économiques et sociales dispose ainsi d'un nombre d'ouvrages et de périodiques non négligeable.

Ses ressources documentaires se composent de supports intéressant les différents champs d'études et de recherches de l'Institut en matière de :

- relations professionnelles,
- revenus & protection sociale,
- emploi,
- travail.

Ainsi, le fonds documentaire comprend en particulier les travaux des recherches menées par les organisations syndicales au sein de l'IRES dans le cadre de l'Agence d'objectifs, mais également les publications des organisations syndicales ainsi que les rapports des congrès confédéraux.

La consultation de la base de données (du logiciel documentaire *BCDI*) du *Centre de documentation* sur le site web de l'IRES est possible depuis le début de l'année 2011 (suite à la mise en ligne fin 2010 du nouveau site de l'IRES). Elle offre la possibilité à tout internaute de réellement percevoir la richesse du fonds documentaire de l'IRES.

Les différentes modalités et possibilités de lancer des recherches bibliographiques notamment participent à mieux faire connaître et à donner plus de visibilité à l'activité menée par le *Centre de documentation* de l'Institut.

Cette nouvelle vitrine du fonds documentaire (incluant les publications de l'Institut : La Chronique internationale, La Revue de l'IRES) enrichi sur la seule année 2010 de plus de 1.700 fiches répertoriant une sélection d'articles de périodiques et les ouvrages intégrés dans le *Centre de documentation*, assure une complémentarité avec le Bulletin bibliographique des nouveautés enregistré dans le fonds chaque semaine, lequel est diffusé hebdomadairement auprès de plusieurs centaines de contacts universitaires, syndicaux, etc. au travers différents canaux à l'instar de *Reinet*.

Cette valorisation des supports permet aux utilisateurs d'être informés des parutions de publications ainsi que sur les acquisitions d'ouvrages (dont un nombre croissant représentant environ 890 € en 2010 est dorénavant réceptionné en service de presse).

L'interrogation depuis le site web de l'IRES du fonds documentaire a élargi les usagers potentiellement susceptibles d'être intéressés de consulter le *Centre de documentation* de l'Institut. Ainsi, le fonds se trouve ouvert au-delà des responsables syndicaux des organisations syndicales constitutives de l'IRES, des chercheurs de l'IRES, des chercheurs et universitaires d'autres laboratoires de recherche, des Centres de Documentation et Bibliothèques avec lesquels l'IRES entretient des coopérations et des échanges, des étudiants à partir du 3^{ème} cycle, des organismes officiels et institutionnels, des journalistes.

En 2010, le *Centre de documentation* a constaté une évolution quant à la nature des sollicitations qui demeurent modestes, en direction du *Centre de documentation* de l'IRES avec :

- une diminution des consultations et visites physiques à l'Institut et
- parallèlement une légère augmentation des demandes de renseignements, d'orientations, de recherches par courrier électronique ; la multiplication d'accès distants et l'accroissement du panel d'outils mis à disposition incitent les usagers à accroître leurs exigences.

L'inflexion évoquée précédemment n'a pas permis pour autant d'alléger voire de réduire la charge de travail au sein du *Centre de documentation*, ce qui n'est pas sans poser des difficultés puisque ce dernier se compose d'un documentaliste de moins compte tenu des problèmes rencontrés de Mise à disposition (MAD) par l'administration d'un professionnel de la documentation.

Malgré ce problème qui pourrait être non sans conséquence à terme si la situation perdurait, le *Centre de documentation* a mené une partie des projets programmés dans le cadre du programme de travail IRES 2010-2011, en plus des activités quotidiennes : de dépouillement, de référencement des publications, mais aussi de diffusions d'alertes et d'informations suite à des veilles électroniques (notamment dans le cadre de La Chronique Internationale de l'IRES avec *Planet Labor*) ainsi que d'orientations, d'aides aux usagers et de recherches.

Ainsi, à l'issue des travaux préparatoires en perspective de l'élaboration du programme de travail de l'Institut 2010-2011, plusieurs initiatives ont pu être impulsées.

Le 13 avril 2010, le *Centre de documentation* a organisé une réunion à laquelle tous les

chercheurs de l'IRES et les conseillers techniques des organisations syndicales étaient invités afin notamment d'examiner l'état des collections auxquelles le *Centre de documentation* de l'IRES est abonné d'une part et d'autre part, de recenser les demandes particulières.

Dans le contexte budgétaire relativement contraint, après discussions, le choix a été fait de ne pas reconduire certains abonnements et de souscrire à de nouveaux qui *in fine* ont été effectués dans un cadre conventionnel et bilatéral au travers d'échanges de publications.

Durant l'été, dans le prolongement de cette rencontre et dans le souci d'étudier la mise en place de nouveaux outils à destination des usagers du *Centre de Documentation* de l'IRES, Cécile Vanpoukistan, en stage à l'Institut, après avoir mené une enquête auprès des chercheurs a dressé un cahier des charges de ce qu'il convenait de mettre en place au regard des attentes des chercheurs. Le *Centre de Documentation* a ainsi examiné les différents outils existants et dressé un comparatif aux fins de mettre en place un outil collaboratif interne à l'IRES permettant dans un espace partagé de gérer des mises en commun de documents et d'automatiser les alertes concernant, par exemple, l'annonce de la parution de publications non possédées à l'IRES, mais susceptibles d'intéresser les usagers du *Centre de documentation*.

Les premiers tests quant à la mise en place de ce nouveau service qui devrait s'appuyer sur le logiciel libre *Ovidentia*, doivent être poursuivis car il convient que la configuration corresponde effectivement aux attentes et permette un fonctionnement simple et souple avec un accès distant depuis tout poste informatique.

L'équipe du Centre de documentation a participé aux différentes manifestations :

- organisées par l'Institut comme les *Entretiens de l'IRES* du 11 février et du 14 octobre 2010 au Conseil économique, social et environnemental ;
- co-organisées par l'Institut comme le Colloque protection sociale IRDES-IRES-CNAM des 25 et 26 mars 2010.

Mais également, elle a participé à plusieurs sollicitations syndicales en organisant un stand à l'occasion :

- du 34^{ème} congrès de la CFE-CGC du 17 au 19 février 2010 à Reims,
- du 47^{ème} congrès de la CFDT du 7 au 11 juin à Tours,
- des Universités d'été du syndicat CFE-CGC/UNSA de France Télécom-Orange des 5 et 6 juillet sur la région parisienne,

- du 22^{ème} congrès de la CGT-FO du 14 au 18 février 2011 à Montpellier.

Le 26 février 2010, l'IRES a convié, après des échanges bilatéraux, les différents Centres de documentation-bibliothèques des organisations syndicales membres de l'IRES ou leurs contacts à une réunion qui a permis aux participants de se rencontrer (parfois pour la première fois pour certains), de présenter succinctement leur Centre et leur mode de fonctionnement ainsi que leur fonds documentaire.

Des Centres ont été particulièrement intéressés par la prise de connaissance d'accès distants ou d'abonnements électroniques auxquels l'IRES a souscrit -à l'instar de celui des publications de l'OCDE ou de la Bibliothèque de Sciences Po-.

L'aval du Bureau de l'IRES a été donné pour que se tienne trimestriellement ou quadrimestriellement d'autres rencontres analogues car lors des échanges des différents participants à cette réunion, il est apparu que les un(e)s et les autres avaient des réflexions convergentes voire des préoccupations communes quant à l'activité documentaire et aux évolutions du métier. Ainsi, parmi les diverses pistes évoquées lors de la réunion, il a été manifesté un intérêt plus particulier sur :

- l'échange d'informations sur l'analyse et l'appréciation portés par les un(e)s et les autres sur les outils d'indexations des documents (thésaurus...) ;
- l'échange d'informations sur l'état des accès électroniques existants avec une analyse des avantages et des inconvénients, par exemple parmi les agrégateurs de presse, de tel outil par rapport à tel autre ;
- l'échange d'informations sur les pratiques et les limites juridiques de diffusion des informations compte tenu des règles dictées notamment par le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) ;
- l'examen de canaux ou de moyens permettant de bénéficier d'abonnements à des prix encore plus attractifs compte tenu des préoccupations budgétaires et de l'attention particulière de chacun(e) sur les dépenses liées à l'activité documentaire ;
- l'approfondissement de réflexions inhérentes aux évolutions technologiques non sans conséquence sur le métier de documentaliste comme sur l'archivage électronique, les « e-books ».

En 2010, le Centre de documentation de l'IRES n'a nullement abandonné les autres contacts, coopérations et collaborations externes tant par exemple :

- avec le réseau de documentalistes, d'archivistes réunis afin de constituer et de préserver la mémoire collective du mouvement ouvrier dans le cadre du Collectif des Centres de Documentation en Histoire Ouvrière et Sociale (CODHOS : www.codhos.asso.fr);
- avec le réseau documentaire pour l'accès mutualisé à différentes sources et bases électroniques au sein du PRES de Marne-la-Vallée (antérieurement dénommé *Polydoc*. en référence au *Polytechnicum*).

Certains projets de prises de contact ont dû être différés tels en direction de Centres de documentation d'organismes, d'institutions avec lesquels l'Institut travaille dans le cadre de ses travaux de recherche (ANACT, CAS, CEE, CEREQ, CREDOC, DARES, DREES, IRDES, ISST, IST, ...).

L'esprit du *Centre de documentation* de l'IRES est resté dominé par le souci permanent de chercher à savoir être à l'écoute de ses usagers et d'améliorer, de développer en conséquence et en continu des nouveaux services de ressources en matière de documentation.

ANNEXE

Convention de recherches achevées ou en cours en 2010

Intitulé	Responsable(s) scientifique(s)	Tiers contractant	Période du contrat
Evolution et perspectives des systèmes de négociations européens	Christian Dufour, Adelheid Hege	CFDT CGT Agence d'Objectifs	Novembre 2007 à décembre 2010
Observatoire européen des relations professionnelles, Observatoire des restructurations	Benoît Robin, Annie Jolivet	Fondation européenne, Eurofound	Mars 2009 à février 2010
Age et travail dans la fonction publique	Annie Jolivet	IRA de METZ	Juin 2009 à avril 2010
Les organisations patronales, continuité et mutations des formes de représentation du patronat	Jean-Marie Pernot, Catherine Vincent	DARES	Juin 2009 à mars 2011
Participation des employés dans les Sociétés européennes / Employee involvement in companies under the European Company Statute (ECS)	Udo Rehfeldt	Fondation européenne, Eurofound	Septembre 2009 à décembre 2010
Conditions de vie au travail DGFIP	Bernard Briere, Etienne Lecomte, Catherine Vincent	Direction générale des finances publiques, DGFIP	Octobre 2009 à septembre 2011
Sociétés européennes / SEEurope - The Influence of the EU on Worker Involvement in European Companies on Worker Participation and Company Management practice	Udo Rehfeldt	Institut syndical européen, ETUI	Octobre 2009 à mars 2010
Le bilan 2008-2009 de la	Solveig	DATAR	Mai 2010

revitalisation des territoires faite en application de l'article L.1233-84 du Code du travail	Grimault		à janvier 2011
Contrat transnationaux et firmes / Transnational company agreements and restructuring during the recent global economic crisis	Udo Rehfeldt	Organisation internationale du travail , OIT/ILO	Juillet 2010 à décembre 2010
Dispositions conventionnelles, pratiques et plans d'action dont l'objet est de prévenir la pénibilité et l'usure au travail à tous les âges de la vie et de favoriser l'aménagement des conditions de travail des seniors	Annie Jolivet (Avec CEE Creapt & ARACT)	DARES & COCT	Octobre 2010 à février 2012
Emplois verts et dialogue social	Benoît Robin	Coordination CCOO Espagnole Institut syndical européen, ETUI	Octobre 2010 à mars 2011